

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Dégel des frais de scolarité.....</b>	<b>3</b>
<a href="#">LE DEVOIR : Éditorial : Des hausses justes, par Bernard Descôteaux - Édition du mardi 20 février 2007.....</a>	<a href="#">3</a>
<a href="#">LE DEVOIR : 1ère page : Boisclair, allié des étudiants - La bataille s'engage contre le dégel des droits de scolarité - Édition du mardi 20 février 2007.....</a>	<a href="#">3</a>
<a href="#">LA PRESSE : ANALYSE : Boisclair peut passer à l'offensive, par Denis Lessard - Le mardi 20 février 2007.....</a>	<a href="#">4</a>
<a href="#">LA PRESSE : Menace de grève générale illimitée - Le mardi 20 février 2007.....</a>	<a href="#">5</a>
<a href="#">LA PRESSE : La facture grimpe malgré le gel des frais de scolarité - Le mardi 20 février 2007.....</a>	<a href="#">5</a>
<a href="#">LA PRESSE : Tableaux : Tempête autour des droits de scolarité - Mardi 20 février 2007.....</a>	<a href="#">6</a>
<a href="#">LA PRESSE : Boisclair courtise les étudiants : Il accuse Charest de mentir sur la question des droits de scolarité - Le mardi 20 février 2007.....</a>	<a href="#">7</a>
<a href="#">LA PRESSE : Forum : Une décision courageuse, par Mathieu Laberge, professeur au cégep Gérald-Godin - Le mardi 20 février 2007.....</a>	<a href="#">7</a>
<a href="#">LA PRESSE : Forum : Boîte aux lettres : une hausse de 1,92\$ par semaine - Mardi 20 février 2007.....</a>	<a href="#">8</a>
<a href="#">LE SOLEIL : 1ère page : Droits de scolarité et financement des universités : Charest accusé de mentir (Boisclair accuse Charest de mentir)- Mardi 20 février 2007.....</a>	<a href="#">9</a>
<a href="#">JOURNAL DE MONTRÉAL : Dégel des frais de scolarité : une grève n'est pas exclue - Mardi 20 février 2007.....</a>	<a href="#">10</a>
<a href="#">JOURNAL DE MONTRÉAL : Opinion : Frais de scolarité : Comment je fais pour l'Avenir de la fille ? - Mardi 20 février 2007.....</a>	<a href="#">11</a>
<a href="#">MÉTRO : 1ère page : Menace de grève étudiante - Mardi 20 février 2007.....</a>	<a href="#">11</a>
<a href="#">24 HEURES : Droits de scolarité : Menace de grève - Mardi 20 février 2007.....</a>	<a href="#">12</a>
<a href="#">THE GAZETTE: Editorial: Tuition increase is slight, but move is courageous - Tuesday, February 20, 2007.....</a>	<a href="#">12</a>
<a href="#">THE GAZETTE : Charest's education plan is 'clear lie,' Boisclair says: PQ seizes on tuition issue as election looms - Tuesday, February 20, 2007.....</a>	<a href="#">13</a>
<a href="#">RADIO-CANADA / POLITIQUE : Campagne électorale : Boisclair accuse Charest de mentir - Mise à jour le lundi 19 février 2007 à 18 h 16.....</a>	<a href="#">13</a>
<a href="#">LCN : Dégel des frais de scolarité : Les étudiants menacent de déclencher une grève - Mise à jour: lundi 19 février 2007, à 16:09.....</a>	<a href="#">14</a>
<a href="#">MÉTRO : Étudiants en guerre : les droits de scolarité, un enjeu majeur de la campagne - Lundi 19 février 2007.....</a>	<a href="#">15</a>
<a href="#">LA PRESSE : Dégel: les étudiants vont talonner les libéraux - Le dimanche 18 février 2007.....</a>	<a href="#">15</a>
<a href="#">THE GAZETTE: OK, stop whimpering about university fees, by PEGGY CURRAN - Sunday, February 18, 2007.....</a>	<a href="#">16</a>
<a href="#">THE GAZETTE: Liberals have failed: PQ chief: Platform mocked Entire party is to blame, Boisclair says - Sunday, February 18, 2007.....</a>	<a href="#">17</a>
<a href="#">THE GAZETTE: 'I can be better': Charest: Premier rallies troops. Students protest against tuition hikes as Liberals approve election platform - Sunday, February 18, 2007.....</a>	<a href="#">18</a>
<a href="#">THE GLOBE AND MAIL.COM: Charest marks unofficial election launch - Posted AT 7:07 PM EST ON Saturday, February 17, 2007 .....</a>	<a href="#">18</a>
<a href="#">THE GLOBE AND MAIL.COM : Charest vows to cut taxes if re-elected - Saturday, February 17, 2007.....</a>	<a href="#">19</a>
<a href="#">RADIO-CANADA / POLITIQUE : Parti libéral du Québec : Le point avant la bataille - Mise à jour le samedi 17 février 2007 à 18 h 08.....</a>	<a href="#">20</a>
<a href="#">LCN : Droits de scolarité : Des étudiants manifestent contre l'engagement libéral - Mise à jour: Samedi 17 février 2007, à 13:05.....</a>	<a href="#">21</a>
<a href="#">CYBERPRESSE : Le président de la FEUQ satisfait de la mobilisation - Le samedi 17 février 2007.....</a>	<a href="#">21</a>
<a href="#">LE DEVOIR : 1ère page : Les étudiants déclarent la guerre à Charest : -La plateforme du PLQ prône un dégel des droits de scolarité - Des engagements de 2,2 milliards sur cinq ans - Édition du samedi 17 et du dimanche 18 février 2007.....</a>	<a href="#">21</a>
<a href="#">LA PRESSE : 1ère page : Sous le PLQ, les droits de scolarité grimperaient de 30% - Le samedi 17 février 2007.....</a>	<a href="#">23</a>
<a href="#">LE SOLEIL: PLATEFORME ÉLECTORALE DES LIBÉRAUX : Dégel des frais de scolarité - Le vendredi 16 février 2007.....</a>	<a href="#">23</a>
<a href="#">THE GAZETTE: Charest unveils Liberal platform: Higher tuition fees, lower taxes. Premier promises to boost student aid - Saturday, February 17, 2007.....</a>	<a href="#">24</a>
<a href="#">THE GAZETTE : Promise to lift tuition freeze gets cold shoulder from students: University administrators say hike is only way to retain staff, upgrade classes - Saturday, February 17, 2007.....</a>	<a href="#">24</a>
<a href="#">CYBERPRESSE : Charest déclare la guerre aux étudiants selon la FEUQ - Le vendredi 16 février 2007.....</a>	<a href="#">25</a>
<a href="#">CANOE INFOS : Frais de scolarité : Hausse à prévoir dans un deuxième mandat libéral - Mise à jour: vendredi 16 février 2007, à 18:47.....</a>	<a href="#">25</a>
<a href="#">RADIO-CANADA / POLITIQUE : Parti libéral du Québec : Les priorités de Jean Charest - Mise à jour le vendredi 16 février 2007 à 15 h 09.....</a>	<a href="#">26</a>
<a href="#">THE GAZETTE: Liberal platform - Friday, February 16, 2007.....</a>	<a href="#">27</a>
<a href="#">LE DEVOIR : Frais de scolarité - Opposition concertée des syndicats et des étudiants à un éventuel dégel - Édition du vendredi 16 février 2007.....</a>	<a href="#">27</a>

JOURNAL DE MONTRÉAL : Brève : les étudiants crieront haut et fort – Vendredi 16 février 2007.....	28
MÉTRO : Gel des droits de scolarité : Étudiants et syndicats main dans la main – Vendredi 16 février 2007.....	28
24 HEURES : Les syndicats appuient les étudiants – Vendredi 16 février 2007.....	29
CYBERPRESSE : Étudiants et syndicats demandent des engagements du PLQ – Le jeudi 15 février 2007.....	29
RADIO-CANADA / POLITIQUE : : Droits de scolarité : Les syndicats appuient les étudiants - Mise se à jour le jeudi 15 février 2007 à 13 h 13.....	30
CNW : FEUQ-FECQ-FTQ-CSN-CSQ : Les étudiantes et les étudiants du Québec reçoivent l'appui du milieu syndical – Jeudi 15 février 2007, à 11h30.....	30
CNW : FEUQ : Une augmentation des frais de scolarité coûterait plus cher à l'Etat que le maintien du gel – Jeudi 15 février, à 10h40.....	31
LA PRESSE : ÉTUDE DE STATISTIQUE CANADA : L'argent n'est pas un obstacle à l'université – Le vendredi 09 février 2007.....	32
LE DEVOIR : Quatre recteurs plaident pour un dégel des frais de scolarité - Édition du jeudi 08 février 2007.....	32
LA PRESSE : Des recteurs crient au secours, les étudiants veillent - Le jeudi 08 février 2007.....	34
LA PRESSE : Colère chez les uns, joie chez les autres - Le jeudi 08 février 2007.....	35
LA PRESSE : L'UQAM dénonce «l'excès de concurrence» - Le jeudi 08 février 2007.....	36
JOURNAL DE MONTRÉAL : Brève : Les recteurs demandent une aide d'urgence – Jeudi 08 février 2007.....	36
JOURNAL DE MONTRÉAL : Brève : Dégel des frais de scolarité : Les universitaires s'y opposent – Jeudi 08 février 2007.....	36
LE SOLEIL : Frais de scolarité : Le PQ isolé – Jeudi 08 février 2007.....	37
LA TRIBUNE : TRIBUNE LIBRE : Faux discours étudiant, par Jason Ménard, Étudiant en kinésiologie, Université de Sherbrooke.....	37
MÉTROI : Couverture : Dégeler ou ne pas dégeler ...– Jeudi 08 février 2007.....	38
MÉTROI : Dégel des droits de scolarité : manifestations et approbations - Jeudi 08 février 2007.....	38
24 HEURES : Couverture : Non au dégel– Jeudi 08 février 2007.....	39
24 HEURES : Les Universitaires réclament une éducation de qualité : Levée de boucliers contre le dégel des frais de scolarité– Jeudi 08 février 2007.....	40
24 HEURES : Blogue : Gel de doigts pour un gel de frais de scolarité– Jeudi 08 février 2007.....	41
24 HEURES : Brève : Financement pour les universités– Jeudi 08 février 2007.....	41
THE GAZETTE : Opinion : Ending tuition freeze would be a gift to the PQ: Liberals risk mobilizing students to work for opposition parties, by DON MACPHERSON - Thursday, February 08, 2007.....	42
THE GAZETTE : Cover : Cold day to debate freeze: As students march for lower fees and higher loans, university rectors call for a 'new Quiet Revolution' - Thursday, February 08, 2007.....	42
THE GAZETTE: Students rally coast to coast: 30 cities. More than a million in debt, group says - Thursday, February 08, 2007.....	43
RADIO-CANADA / NATIONAL : Éducation : Les étudiants du pays se mobilisent - Mise à jour le mercredi 7 février 2007 à 14 h 37.....	44
RADIO-CANADA / POLITIQUE : Droits de scolarité : Appel des jeunes du PLQ pour un dégel - Mise à jour le mercredi 7 février 2007 à 12 h 22.....	44

## Dégel des frais de scolarité

**LE DEVOIR : Éditorial : Des hausses justes, par Bernard Descôteaux - Édition du mardi 20 février 2007**

La campagne électorale n'est pas encore officiellement ouverte que, déjà, les associations étudiantes, appuyées par le Parti québécois, montent au créneau pour dénoncer l'intention du Parti libéral de procéder au dégel des droits de scolarité universitaires. Les Québécois en général, et les étudiants en particulier, les suivront-ils dans cette bataille? La réaction première des associations étudiantes, lorsque fut confirmé vendredi dernier l'engagement électoral du Parti libéral d'accroître les droits de scolarité de 50 \$ à chacune des sessions universitaires d'ici à 2012, ne fut pas de s'opposer à toute augmentation, mais d'y voir une porte ouverte à des augmentations futures incontrôlées. C'est ce discours que reprenait hier la députée péquiste Louise Harel en invitant les étudiants à se méfier d'un gouvernement qui justement ne tient pas ses promesses.

Condamner sans nuances cet engagement était de fait bien difficile. Tout d'abord, ce dégel est partiel. On ne donne pas aux universités toute liberté d'augmenter les droits de scolarité. La hausse est fixe. Elle sera de 500 \$ au total au terme de la période de cinq ans qui fait l'objet de cet engagement, ce qui portera les droits de scolarité annuels à 2168 \$. Sera ainsi maintenu l'écart actuel qui est de un pour trois avec les droits moyens exigés dans le reste du Canada. Seule imprécision à relever, l'absence d'interdiction faite aux universités de cesser d'augmenter les frais afférents qui leur ont permis ces dernières années de compenser l'effet du gel.

Raisnable, cette révision des droits de scolarité l'est: 30 % sur cinq ans est plus que l'inflation, mais c'est tout de même moins que s'ils avaient été indexés à l'IPC depuis 1993 que dure le présent gel. Au surplus, le gouvernement libéral prévoit par ailleurs des investissements annuels de 200 millions dans les universités et collèges du Québec, ce qui couvrira plus que l'augmentation des coûts de système.

Par ailleurs, il s'engage à leur laisser tout entiers les transferts fédéraux pour l'enseignement post-secondaire attendus du gouvernement Harper.

Ces engagements répondent aux demandes répétées de réinvestissement dans les universités pour garantir la qualité de l'enseignement et de la recherche. Demander aux étudiants de participer à cet effort à hauteur de 19 millions de dollars par année est juste, d'autant plus qu'il n'y a pas à craindre que cela entraîne une baisse de la fréquentation des institutions d'enseignement supérieur, comme le soutiennent les associations étudiantes. Malgré des droits substantiellement plus élevés, le taux de fréquentation des universités des autres provinces est plus élevé qu'au Québec.

La question de l'accessibilité aux études supérieures ne peut se résumer à la seule question des droits de scolarité. Une étude publiée ce mois-ci par Statistique Canada souligne que les contraintes financières sont pour une infirme partie (12 %) à l'origine de l'écart dans la fréquentation de l'université entre jeunes issus de familles à bas ou moyens revenus et familles à hauts revenus. Jouent d'abord l'environnement social et les résultats scolaires au secondaire.

Les associations étudiantes avaient jusqu'ici réussi à persuader le Parti libéral et le Parti québécois que l'égalité des chances passait par le gel des droits de scolarité, voire leur diminution. Cette fois, les libéraux se sont distanciés du lobby étudiant, s'étant convaincus que cette question ne pouvait se réduire à cette seule dimension d'une contribution financière exigée aux étudiants. Il aurait été souhaitable que les péquistes fassent de même et ne laissent pas ce débat devenir un enjeu partisan qui occultera l'essentiel. La polarisation de ce débat n'aidera personne.

**LE DEVOIR : 1<sup>ère</sup> page : Boisclair, allié des étudiants - La bataille s'engage contre le dégel des droits de scolarité - Édition du mardi 20 février 2007**

Marie-Andrée Chouinard

Le spectre du dégel des droits de scolarité crée des remous: alors que les étudiants crient à la désinformation et appellent à la mobilisation, le chef du Parti québécois (PQ), André Boisclair, a accusé le premier ministre Jean Charest d'avoir commis son «premier mensonge de la campagne électorale» autour de cette chatouilleuse question. «Il nous a indiqué que, pour chaque dollar qu'il allait chercher dans la poche des étudiants, il allait augmenter la contribution du gouvernement du Québec de 10 \$», a indiqué M. Boisclair hier, épaulé de certains membres du caucus de son parti. «Cette information est fautive, non fondée et l'augmentation demandée de 30 % des droits de scolarité aux étudiants québécois n'est pas justifiée.

Le chef du PQ réagissait aux engagements électoraux du Parti libéral du Québec (PLQ) en matière d'éducation

postsecondaire, dévoilés vendredi dernier. La plate-forme libérale prévoit le dégel des droits dans les universités à raison de 50 \$ par session, sur un horizon de cinq ans. Les 1668 \$ payés actuellement par année passeraient alors à 2168 \$ en 2012, ce qui correspond à un montant de quelque 95 millions au total.

Le «mensonge» de Jean Charest serait de promettre un milliard de réinvestissement dans les universités d'ici à 2012 pour couvrir en grande partie ce que l'on appelle les coûts de système, soit la hausse des salaires, l'augmentation des clientèles ou les coûts de chauffage. «Je ne comprends pas pourquoi, en tout début de campagne, M. Charest n'a pas le courage de dire les choses comme elles sont», a indiqué M. Boisclair. «Sur son milliard d'argent neuf, ce sont 800 millions qui serviront à financer les coûts de système, ce qui laisse environ 200 millions d'argent neuf pour le réseau des cégeps et des

universités», a-t-il ajouté, taxant le gouvernement libéral de faire de la «fausse représentation».

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a été littéralement piqué au vif par les propos d'André Boisclair. «Permettez-moi de vous dire combien j'ai trouvé insultant de voir André Boisclair nous dire que les coûts du système, ça ne compte pas», a dit M. Fournier hier soir lors de l'investiture de Denise Dussault pour le Parti libéral du Québec dans la circonscription de Sainte-Marie-Saint-Jacques. «Je m'excuse, mais les coûts de système, si tu ne les paies pas, c'est des coupures dans les universités et les collèges!»

M. Fournier a accusé le PQ de ne pas avoir payé ses coûts si chers au réseau postsecondaire entre 1994 et 2002. «Le mensonge, c'est celui qui l'a prononcé qui le fait.»

La promesse d'un dégel a aussi dérangé les membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui ont résolu cette fin de semaine de viser la «grève générale illimitée dès qu'il y aurait dégel des droits de scolarité», comme l'a indiqué hier Jaouad Laaroussi, porte-parole de l'ASSE.

Les membres de l'ASSE, qui militent pour la gratuité scolaire, ne promettent toutefois pas la grève pendant la campagne, mais plutôt «une série d'actions locales», du 19 au 23 mars. Une dizaine d'associations ont déjà obtenu des mandats de principe de grève, et tiendront des assemblées générales au cours du mois de mars. L'ASSE regroupe quelque 42 000 étudiants dispersés dans les campus universitaires et collégiaux.

«On ne pense pas que les changements pour améliorer l'éducation vont simplement passer par les urnes, mais ça va passer par la rue aussi», a affirmé M. Laaroussi. «C'est par des mobilisations populaires qu'on va réussir à faire bouger les choses. [...] On ne veut pas juste demander le gel et la gratuité scolaire, ni parler des partis politiques en termes de pire et de moins pire.»

Chaque association sera maîtresse du type d'actions de sensibilisation qu'elle choisira. «Certaines iront vers des actions plus artistiques et symboliques, mais d'autres

choisiront plutôt des actions plus percutantes et perturbatrices pour montrer que les étudiants et étudiantes sont en colère», a ajouté le porte-parole de l'ASSE.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) compte quant à elle axer toute sa campagne autour de la proposition du PLQ de dégeler les droits de scolarité des étudiants. La FEUQ promet d'abord de rectifier «la désinformation» effectuée par le parti de Jean Charest pour «sensibiliser et mobiliser les étudiants», et puis d'effectuer des «actions ciblées dans les comtés».

La promesse d'un milliard pour l'éducation postsecondaire n'assurera pas le développement dans les universités et les cégeps. «On couvre les coûts de chauffage, les renouvellements de convention collective, les hausses de salaire, mais on ne fait pas de nouveau développement», déplore Christian Bélair, président de la FEUQ. «C'est du statu quo, c'est du vent, pas du réinvestissement.»

En plus des campus, la population générale aussi est ciblée par le mouvement de sensibilisation de la FEUQ. «Nous viserons les centres commerciaux et les foyers de personnes âgées», a indiqué M. Bélair. Toutes les actions seront «très locales et ciblées» et la FEUQ promet aussi d'assurer une présence autour des bureaux de comté des députés, ciblant particulièrement les zones les plus chaudes.

Quant à la question de la grève, déjà évoquée par l'ASSE, la FEUQ n'en est pas là. «La grève générale est un moyen parmi tant d'autres, et dans la gradation des moyens de pression, c'est le moyen ultime», a commenté Christian Bélair. «On n'en est pas là. On est en début de campagne.» Notons que le chef du PQ a précisé hier que son parti allait «proposer le maintien du gel des droits de scolarité», et la possibilité de «rouvrir, de façon intelligente le débat sur l'accessibilité aux études». Au printemps dernier, il évoquait aussi une perspective de «gratuité scolaire».

Les engagements de l'Action démocratique du Québec (ADQ) vont dans le sens d'une indexation des droits de scolarité. Seul le Parti libéral a chiffré le dégel, qui mettrait fin, selon ses souhaits, à un gel décrété en 1994.

---

## LA PRESSE : ANALYSE : Boisclair peut passer à l'offensive, par Denis Lessard - Le mardi 20 février 2007

---

Québec

**André Boisclair avait peine à concentrer son tir et à attaquer efficacement le gouvernement libéral. Jean Charest vient peut-être de le sortir du pétrin en faisant le pari de rouvrir le débat sur le gel des droits de scolarité.**

Un gros pari quand on sait que, pour profiter des problèmes d'unité des adversaires péquistes, M. Charest a choisi de hâter le pas et de déclencher dès maintenant la campagne électorale. Voter le 26 mars, dans la tête d'un organisateur libéral, signifie d'abord que les snow birds ne seront pas revenus du Sud. Mais l'élection en hiver signifie aussi que le jour du vote, les étudiants seront encore sur les campus, brouillant les cartes dans quelques circonscriptions. Dès hier matin, Louise Harel et Camil Bouchard haranguaient une poignée d'étudiants qui battaient la semelle par -20 °C sur le campus de l'Université Laval. Deux heures plus tard, André Boisclair

visait la même brèche : " La dernière chose à faire est de taxer la matière grise ", martèlera le PQ d'ici les élections.

D'ailleurs, M. Charest venait à peine de confirmer vendredi que les libéraux préconiseraient une hausse des droits de scolarité - 100 \$ par année - que ses faiseurs d'images sondaient les journalistes pour savoir si, à leur avis, cet engagement risquait de ternir la campagne du PLQ. Et dès le lendemain matin, une vingtaine de membres de l'escouade antiémeutes de la SQ venaient mettre un bémol à la fête partisane des 2500 libéraux réunis à Québec. Les étudiants étaient alors une poignée pour protester contre une nouvelle annoncée la veille.

Reste à voir si ce mouvement fera boule de neige. La menace est prise au sérieux au gouvernement. Le chef de cabinet de Jean-Marc Fournier, Jean-Philippe Marois, passera toute la campagne à surveiller les organisations étudiantes.

L'ouverture que font les libéraux sur une question d'éducation est probablement ce qu'André Boisclair pouvait espérer de mieux. Sa position en faveur du gel ne peut être qualifiée d'opportuniste - c'était déjà ce qu'il prônait lors de la campagne au leadership, dont l'éducation était le thème principal. À huis clos, devant les présidents de circonscriptions, il nuance un peu : ce gel devrait " dans un second temps " servir de mesure incitative pour que les étudiants obtiennent leur diplôme dans des délais raisonnables.

Au gouvernement, on a tût fait de rappeler les déclarations de l'ancien ministre de l'Éducation, Sylvain Simard, qui soutenait en juin dernier que " le maintien du gel, c'est le sous-financement à perpétuité ". " Je ne crois pas que ce soit dans l'intérêt des étudiants du Québec, de la recherche et du monde de l'éducation ", avait soutenu M. Simard.

À l'interne, chez les libéraux, un membre du gouvernement explique que la décision de proposer le dégel a été passablement débattue.

Une crainte était tangible : l'annonce du dégel sans que le gouvernement ne précise le montant des augmentations envisagées. " Le débat aurait pu dérapier vite ", confie-t-on - les libéraux avaient déjà dégelé ces frais, pour les tripler...

Avec 100 \$ par année, la réplique des libéraux est prête : 2 \$ de plus par semaine vont-ils restreindre l'accessibilité aux études postsecondaires ? Et si vous semblez perplexes, on ajoute sans hésiter : les stationnements des universités sont remplis par les autos des étudiants!

Pour le critique péquiste Camil Bouchard, la hausse est déraisonnable. " On a encore un retard sur l'accès à l'université des jeunes issus de milieux modestes ", plaide-t-il. Pour le gouvernement, par contre, la majoration sur cinq ans de 1668 \$ à 2168 \$ par année - une augmentation de 6 % par année - ne bouleversera pas la vie quotidienne des étudiants.

En 2003, le PLQ avait appuyé le gel en précisant que l'engagement ne valait que pour la durée d'un mandat. Depuis à chaque occasion, on avait envoyé tous les signaux nécessaires pour prévenir que les droits de scolarité devraient être revus à la hausse.

Et comme par hasard, au cours des dernières semaines, les recteurs des principales universités québécoises ont martelé que la minceur des droits de scolarité exigés condamne leurs institutions à un sous-financement chronique. En fait, les frais afférents souvent importants sont bien plus lucratifs pour les universités.

En 2003, les organisateurs péquistes avaient éprouvé une certaine déception quand ils avaient été dépouillées les boîtes de scrutin des campus. Libéraux, et adéquistes décrochaient, grosso modo, autant de voix que le PQ. Les étudiants sont plus péquistes dans les sondages. Le jour du vote, ils font souvent l'urne buissonnière.

Cette fois, le parti d'André Boisclair sera le seul à défendre le gel des droits de scolarité. Et cela pourrait lui apporter des bénéfices.

---

---

## LA PRESSE : Menace de grève générale illimitée - Le mardi 20 février 2007

---

---

# Menace de grève générale illimitée

MARIE ALLARD

Si Jean Charest dégèle les droits de scolarité, la grève générale illimitée sera déclenchée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), qui dit représenter 42 000 étudiants. « Nous ne nous laisserons pas intimider », a dit hier Jaouad Laroussi, porte-parole de l'ASSÉ.

Cette vaste grève est prévue pour l'automne, au moment où la première hausse de 50 \$ par trimestre doit s'appliquer. Advenant la réélection du Parti libéral, une

manifestation nationale - doublée d'un jour de grève - aura lieu le 29 mars. Soit quelques jours après les élections, attendues le 26 mars.

« Nous prenons ces menaces très au sérieux, c'est pourquoi nous agissons promptement et avec fermeté, a indiqué Julie Descheneaux, autre porte-parole de l'ASSÉ. Le dégel des frais de scolarité ne passera pas. »

Rien de gros n'est annoncé pendant la campagne électorale. « Des actions locales vont s'intensifier vers la fin, a dit Jaouad Laroussi, qui étudie au cégep de Sher-

brooke. Avec sa promesse, le Parti libéral atténue encore plus l'accès à l'éducation. Nous réclamons plutôt la gratuité scolaire. » Un mémoire sur la gratuité à l'université - qui existe en Suède - a été présenté hier par l'association.

L'ASSÉ est formée d'un total de 16 associations étudiantes. En sont notamment membres les étudiants des cégeps de Bois-de-Boulogne, Saint-Laurent, Lionel-Groulx, ceux de sciences politiques et sciences humaines à l'UQAM, ceux de sociologie et d'histoire de l'Université de Montréal.

---

---

## LA PRESSE : La facture grimpe malgré le gel des frais de scolarité - Le mardi 20 février 2007

---

---

Marie Allard

**Même si les droits de scolarité sont gelés à 1668 \$ par an depuis 1994, les étudiants paient plus cher de leur poche. Beaucoup plus cher. À McGill, il en coûte 2750 \$ par an pour étudier à temps plein, un record au Québec. À Concordia, la facture atteint 2630 \$ par an. À l'Université de Montréal, 2250 \$ par an.**

Le secret? Les universités ajoutent une foule de frais obligatoires pour renflouer leurs coffres. Aujourd'hui, les étudiants doivent payer pour l'équipement informatique, le papier d'imprimante, leur carte d'identité, les journaux étudiants, leur inscription, voire l'achat de livres de bibliothèque. McGill impose même 36 \$ pour avoir droit aux

relevés de notes! Gros avantage : les universités gardent cet argent au lieu de l'envoyer à Québec.

Depuis 1994, les frais afférents ont augmenté de 300 %, selon la Fédération étudiante universitaire. Leur total atteint aujourd'hui 1083 \$ par an à McGill, 964 \$ par an à Concordia, 619 \$ par an à HEC et 582 \$ par an à l'Université de Montréal. Le réseau de l'Université du Québec demande moins (de 200 \$ à 325 \$ par an), mais des hausses sont prévues en septembre.

**Seuls 16 % des revenus viennent des droits**

Mais les droits de scolarité comme tels sont beaucoup moins élevés que la moyenne canadienne, qui est de 4347 \$ par an. Même s'ils avaient été indexés selon l'inflation,

les droits québécois n'atteindraient aujourd'hui que 2115 \$ par an, une hausse de 27 % en 12 ans. Cela rapporterait «100 millions de plus», a souligné récemment Michel Pigeon, le recteur de l'Université Laval.

Autre calcul inspiré des baby-boomers : aller à l'université coûtait 547 \$ par an en droits de scolarité, en 1968-1969. Pour faire un effort financier semblable, les étudiants devraient désormais payer 3148 \$ par an, selon la CREPUQ.

À l'heure actuelle, seuls 16 % des revenus de fonctionnement des universités québécoises proviennent des droits de scolarité. En Ontario, cette part est de 38 % et en Nouvelle-Écosse, de 43 %. C'est évidemment le gouvernement du Québec qui fournit la plus large part (71 %) des revenus des universités d'ici.

Si les étudiants devaient tout payer, leur facture s'élèverait à 21 284 \$ par an. En plus de la dépense de fonctionnement général par étudiant des universités (13 062 \$ par an, excluant la recherche), cela inclut les coûts de gestion du ministère de l'Éducation, d'immobilisation des universités, les régimes de retraite du personnel, les prêts et bourses et les autres dépenses.

Il est à noter que le Québec dépense plus par étudiant que l'Ontario (18 290 \$ par an), mais moins que les provinces

de l'Ouest (24 161 \$). Au total, le coût moyen de la formation d'un titulaire de baccalauréat, de la maternelle à l'obtention de son diplôme, atteint 207 000 \$ pour 17,2 ans d'études, selon le Ministère. Cela paraît beaucoup, mais l'État en retire de grands bénéfices : les personnes plus instruites paient généralement plus de taxes et d'impôts, tout en profitant moins de services comme l'aide sociale.

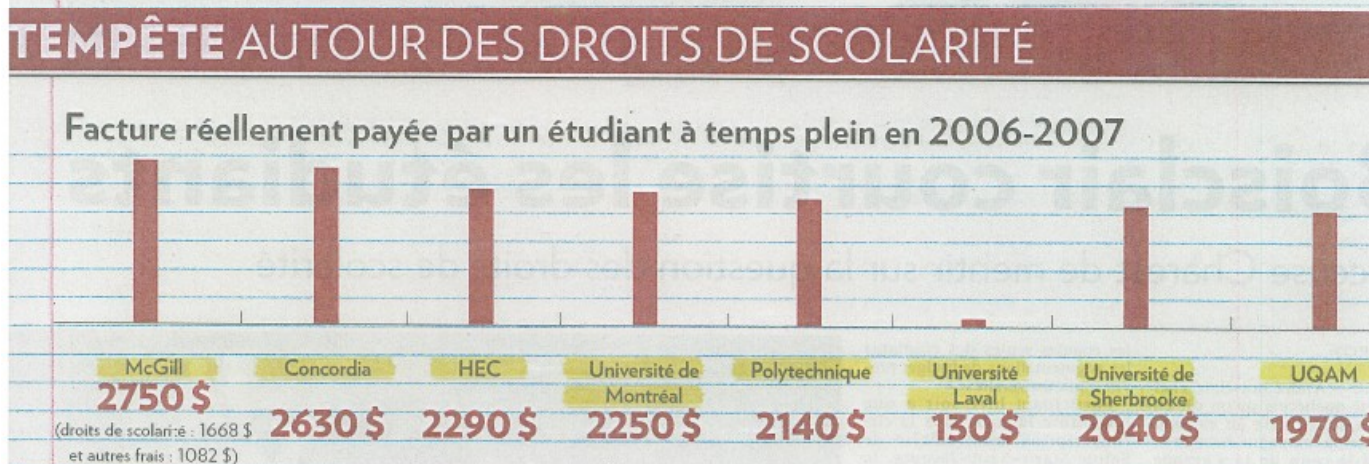
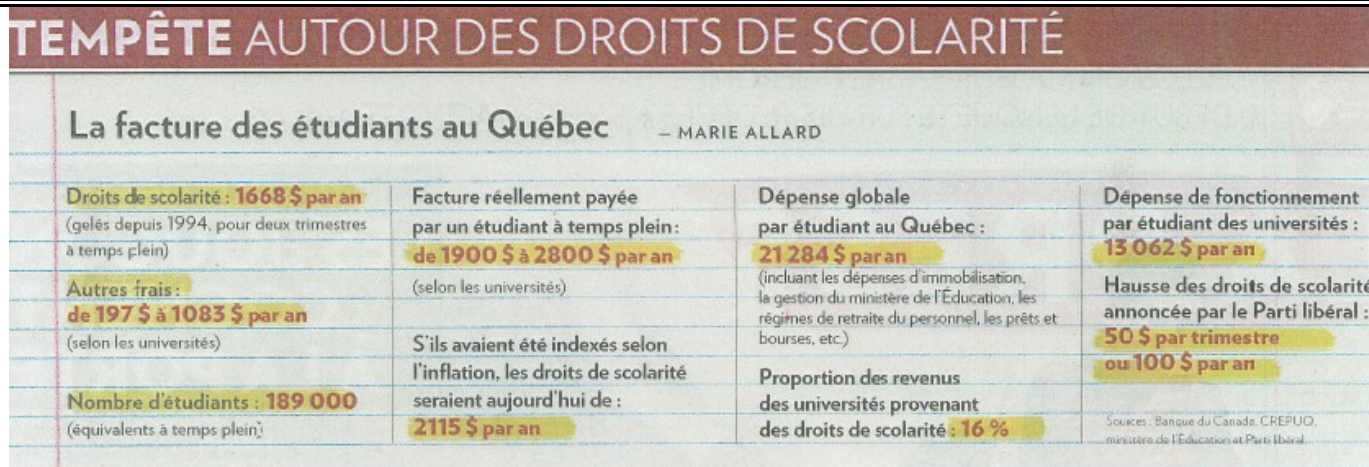
#### La proposition du Parti libéral

S'il est réélu, le gouvernement de Jean Charest haussera les droits de scolarité de 50 \$ par trimestre - ou 100 \$ par an - à temps plein. En septembre prochain, les étudiants paieront 1718 \$ par an, en septembre 2008, 1818 \$ par an et ainsi de suite jusqu'en 2012. À terme, les étudiants fourniront 95,5 millions de plus, ce qui soulagera les budgets déficitaires des universités.

Pour ne pas décourager les plus pauvres d'étudier, le Parti libéral promet d'ajouter 25,6 millions en cinq ans au régime de prêts et bourses. Un réinvestissement de 200 millions dans les coffres des universités est aussi annoncé, en plus de la couverture des coûts de système (800 millions).

Sources : Banque du Canada, Crepuq, ministère de l'Éducation et Parti libéral.

## LA PRESSE : Tableaux : Tempête autour des droits de scolarité – Mardi 20 février 2007



---

---

**LA PRESSE : Boisclair courtise les étudiants : Il accuse Charest de mentir sur la question des droits de scolarité - Le mardi 20 février 2007**

---

---

Paul Roy, Québec

**André Boisclair, chef du Parti québécois qu'on dit en position de faiblesse au moment d'amorcer la campagne électorale, a tenté le coup de la «grande séduction» auprès de la clientèle étudiante, hier. Il a réitéré que son parti maintiendrait le gel des droits de scolarité et accusé le chef libéral Jean Charest de mentir sur cette question.**

Lors du dévoilement de sa plateforme, le week-end dernier, M. Charest a promis qu'un gouvernement libéral investirait 10 \$ pour chaque dollar qu'il irait chercher dans les poches des étudiants.

«Cette affirmation est fautive, elle est non fondée, et l'augmentation demandée de 30 % des droits de scolarité aux étudiants québécois n'est pas justifiée», a soutenu M. Boisclair.

Rappelant que le gouvernement libéral a annoncé des investissements nouveaux de 1 milliard pour les cégeps et universités, le chef péquiste a souligné qu'il ne resterait plus que 200 millions - dont environ 120 millions pour les universités -, une fois déduits des coûts de système de 800 millions. Et ce, alors qu'il ira chercher «93 millions de plus dans les poches des étudiants».

«La preuve est donc faite que le gouvernement fera reposer sur les épaules seules des étudiants les augmentations de budget prévues aux universités.»

Participant hier soir à une investiture libérale dans la circonscription montréalaise de Sainte-Marie-Saint-Jacques, le ministre libéral de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a vivement réagi aux affirmations d'André Boisclair : «De 1994 à 2002, non seulement les péquistes n'ont pas couvert les coûts de système, ils ont diminué les budgets

de l'éducation postsecondaire. Je trouve ça insultant pour les Québécois qui vont les payer, ces coûts de système, que M. Boisclair insinue qu'ils ne comptent pas!»

Le PQ est désormais le seul des trois principaux partis à préconiser le maintien du gel des droits de scolarité, en vigueur depuis 1994. Lors de la campagne électorale de 2003, les libéraux avaient eux aussi promis le maintien du gel, mais ils viennent de se raviser. Quant à l'ADQ de Mario Dumont, elle a toujours préconisé le dégel.

Interrogé en point de presse hier, André Boisclair a refusé - deux fois plutôt qu'une - de commenter directement une déclaration de juin dernier du député péquiste Sylvain Simard, voulant que le maintien du gel mette les universités en péril.

«Je pense que ce qui met nos universités en danger, c'est l'inaction du gouvernement Charest dans le dossier du règlement du déséquilibre fiscal. Je rappelle que rien n'est réglé sur le financement des études postsecondaires...»

André Boisclair a de plus vilipendé Mario Dumont, qui s'est moqué le week-end dernier de ce que le PQ n'aura pas adopté sa plateforme électorale avant samedi, alors que la campagne sera déjà en cours. Avec son sens habituel de la formule, le leader adéquiste a prédit que cette plateforme ressemblerait à «un bricolage de maternelle».

«Quand même!» s'est insurgé M. Boisclair, qui a promis que cette plateforme sera «cohérente». Et de qualifier l'adversaire adéquiste de «girouette» qui «mange à tous les râteliers», qui «change d'idée comme il change de chemise» et qui «n'a pas la crédibilité pour mener le gouvernement du Québec».

Charest «menteur», Dumont «girouette» : André Boisclair n'a peut-être pas de plateforme, mais il est en campagne...

---

---

**LA PRESSE : Forum : Une décision courageuse, par Mathieu Laberge, professeur au cégep Gérald-Godin - Le mardi 20 février 2007**

---

---

**Résolument en mode électoral, Jean Charest a fait le pari de l'honnêteté et a clairement annoncé son intention de dégeler les droits de scolarité. Calcul méticuleux ou suicide électoral ? Si on en croit le résultat d'une stratégie semblable adoptée par Tony Blair, il y a quelques années, le courage du premier ministre pourrait bien s'avérer fructueux.**

Les étudiants, quant à eux, se cantonnent dans leur position traditionnelle comptant sur la sympathie naturelle des électeurs pour leur cause. Une stratégie risquée dont ils pourraient pâtir à terme. Chronique d'un duel de titans qui dure depuis plus d'une décennie

**Pour le meilleur**

En présentant un plan d'augmentation des droits de scolarité clair et raisonnable - environ 50 \$ par semestre, assorti d'un réinvestissement gouvernemental - le Parti libéral adopte l'attitude la plus propice à bien expliquer la nécessité de procéder à un tel virage. La proposition de dégel a même le mérite de se baser sur un principe logique, difficilement contestable : il faut maintenir la part du financement des universités qui provient des étudiants.

Cette approche pragmatique et balisée n'est pas sans rappeler la stratégie qui a permis à Tony Blair de remporter ses deux dernières élections générales ainsi que d'augmenter les droits de scolarité en Grande-Bretagne ! En énonçant ouvertement ses priorités électorales et en les quantifiant, le premier ministre britannique a réussi à passer son message et a fourni aux électeurs les moyens nécessaires pour évaluer le succès du gouvernement. Dans le cas particulier des droits de scolarité, Tony Blair a eu recours à la même stratégie, qui a eu pour effet de rassurer la population sur une éventuelle flambée du coût des études universitaires.

**et pour le pire!**

Confronté à la volonté du gouvernement anglais de hausser les droits de scolarité, la National Union of Students (NUS) britannique a bien évidemment dénoncé l'augmentation du fardeau financier des étudiants. Elle a toutefois fait le choix de ne pas rompre complètement les canaux de communication avec le gouvernement et est demeurée à la table de négociation, question d'amoindrir l'impact de la nouvelle politique gouvernementale sur ses membres. Le

résultat a été probant : les universités ont vu leurs ressources accrues à la faveur d'une hausse critiquée, mais tout de même tolérée par les étudiants. Au bout du compte, la NUS présentait même comme un gain majeur son succès à limiter l'ampleur de la hausse des droits de scolarité.

C'est précisément le contraire de ce que semblent vouloir faire les fédérations étudiantes québécoises. En déclarant la guerre tous azimuts au Parti libéral, les fédérations étudiantes s'enferment dans une logique « jusqu'au-boutiste » qui risque fort de desservir leurs membres au terme des élections. Quel ministre de l'Éducation voudrait traiter avec des syndicats étudiants qui l'ont talonné pendant toute la campagne, pancarte à la main et brandissant le porte-voix ? Advenant un dégel contrôlé, les fédérations étudiantes pourraient même avoir à défendre

becs et ongles ce qui est en fait un gain, comme ce fut le cas pour l'issue de la grève des 103 millions \$ en aide financière.

Ce que l'expérience britannique nous apprend, c'est que l'électorat récompense généralement la franchise et l'audace de ses politiciens. Sans compter que les étudiants prennent le risque de passer pour des enfants gâtés auprès des électeurs. Bref, on peut croire que le dégel sera bien accueilli par la population qui comprend l'impossibilité de maintenir une politique qui prive les universités de ressources indispensables à l'accomplissement de leur mission. En somme, voici une confrontation pour laquelle le gouvernement part avec une longueur d'avance. On en dira ce qu'on voudra, mais cette fois Jean Charest se tient debout et, visiblement il est prêt à faire face à la musique!

---

**LA PRESSE : Forum : Boîte aux lettres : une hausse de 1,92\$ par semaine – Mardi 20 février 2007**

---

# Une hausse de 1,92 \$ par semaine

Quand on voit les étudiants déclarer la guerre au gouvernement Charest pour une si minime hausse des frais de scolarité (50 \$ par session ou 100 \$ par année ou 1,92 \$ par semaine) cela donne toute la mesure de leur irresponsabilité. Il est plus que temps que les étudiants s'assument comme citoyens en payant une plus juste contribution à leurs études, d'autant plus que les prêts et bourses seront bonifiés pour aider les plus démunis et n'exclure personne du droit au savoir. Les universités sont à la limite du délabrement et du sous-financement, les frais ont été gelés pendant 13 ans et il y a une limite à la sottise étudiante. Bravo monsieur Charest !

Flurette Riverin  
Chicoutimi

---

## Un peu de mémoire M. Charest,

Nous, les étudiants, n'avons pas la mémoire courte, nous nous souviendrons des coupes dans les prêts et bourses de quelques millions, soit dit en passant. Mars 2005, le carré rouge, l'ASSÉ, la FEUQ et la FECQ, grève, manifestation, des dizaines de cégeps et de facultés universitaires se sont levées pour dire non. Un peu de mémoire s'il vous plaît. Trouvez-nous une autre excuse pour dégeler les droits de scolarité, car si vous dites que les montants perdus seront remis dans le programme de prêts et bourses, nous,

on n'achète pas ça ! Vous nous en enlevez pour ensuite en remettre dans le programme, mais vous gagnez le 5 \$ par session dans vos poches pour chaque étudiant. J'ai bien hâte de voir combien de plus en prêts que je vais vous devoir à la fin de mes études. Pour l'instant, les étudiants vont devoir regarder ailleurs, car votre programme en éducation n'est pas du tout alléchant pour une clientèle déjà fragile par les événements passés.

Louis-Joseph Duckett Duplessis  
étudiant en génie de la construction, ETS

---

## Où compte « couper » le PQ ?

Je suis une étudiante fortement déçue de la réaction des associations étudiantes à l'égard de l'annonce du Parti libéral du Québec relativement au dégel des droits de scolarité. Cela fait maintenant 13 ans que ces droits sont gelés. Pourtant les divers frais des universités augmentent d'année en année, car le coût de la vie, lui, n'est pas gelé. Les étudiants veulent plus, toujours plus. Nous voulons un enseignement de meilleur qualité avec les meilleurs outils. Il est alors temps de donner les moyens d'y arriver et la proposition du PLQ est raisonnable. Que représentent réellement les 50 \$ par session que prévoit dégeler le PLQ dans un second mandat ? C'est 2 \$ par semaine, soit 75 cents de moins qu'en coûte un billet aller simple pour les transports en commun à Montréal. C'est

environ 2,50\$ de moins qu'une seule bière achetée dans un bar. Il est difficile de croire que nous pouvons arriver à une gratuité scolaire au Québec sans que d'autres secteurs de notre société en soient gravement touchés. Il faut alors se demander où le Parti québécois a l'intention de couper pour réaliser son projet. Est-ce que ce sera en santé ? Est-ce que ce sera dans les services sociaux ou encore dans le développement durable ?

S. Savoie

---

## Une trahison

Comment peut-on prétendre favoriser l'éducation en transmettant plus lourdement le fardeau sur l'étudiant ? Dorénavant l'éducation n'est plus suffisamment importante pour que, collectivement, nous y investissions une large part de nos taxes. Le dégel des droits de scolarité signifie briser l'échine de notre développement. Le nerf de l'excellence tient pour beaucoup à l'accès au savoir. Ces Messieurs Charest et compagnie s'apprêtent à couper un lien vital de notre maturité nationale. Ces ministres très minuscules trompent chaque enfant en ajoutant ainsi à leurs parcours un obstacle important. Nos dirigeants blessent notre société d'une façon odieuse et inadmissible. Quel étrange chef que celui qui trahit l'avenir et le mieux-être. Tout cela au nom de quoi ?

Marie-Constance Harvey



DROITS DE SCOLARITÉ

# Charest accusé de mentir

**André Boisclair accuse le premier ministre Jean Charest de mentir quand il promet que son gouvernement investira 10 \$ pour chaque nouveau dollar de droits de scolarité payé par les étudiants.**

Selon le chef du Parti québécois, les étudiants paieront plus de la moitié des sommes additionnelles versées aux universités. Plus tôt hier, cinq députés péquistes s'étaient joints à une manifestation organisée par des étudiants, dont certains se disent prêts à réclamer la grève générale afin d'assurer le maintien du gel. → 3

DÉGEL DES DROITS DE SCOLARITÉ ET FINANCEMENT DES UNIVERSITÉS

## Boisclair accuse Charest de mentir

Louise Lemieux  
llemieux@lesoleil.com

Michel Corbeil  
mcorbeil@lesoleil.com

**Le ton est donné. À la toute veille du lancement de la campagne électorale, le chef du PQ accuse son adversaire libéral de mentir au sujet du dégel des droits de scolarité et du financement des universités.**

En point de presse hier, le péquiste André Boisclair a reproché à Jean Charest d'avoir promis que pour chaque nouveau dollar que devront payer les étudiants, un gouvernement libéral en consacrerait 10 \$ au réseau universitaire, soit 1 milliard \$

« Tout cela n'est que mensonge », a lancé M. Boisclair. Le leader du PQ a soutenu que 80 % de la somme couvrira la progression normale des coûts du réseau pour le haut-savoir. Des

200 millions \$ restants, 80 M \$ iront aux cégeps et 120 M \$, aux universités, selon M. Boisclair. Le gouvernement pigera « 93 millions \$ dans les poches des étudiants ».

« Je veux dénoncer ce premier mensonge du gouvernement libéral et du premier ministre Charest », a lancé André Boisclair. Le PQ prône le gel du coût de la scolarité universitaire. Le chef péquiste n'a jamais voulu commenter les propos favora-

bles au dégel, qu'avaient tenus en juin son député Sylvain Simard.

### « ON SE LES GÈLE POUR LE GEL »

En matinée, une centaine d'étudiants ont manifesté, devant le pavillon De Koninek à l'Université Laval contre la promesse des libéraux. « On se les gèle pour le gel ! », ont scandé les participants par un froid mordant.

Cinq candidats péquistes étaient là aussi, bien emmitouflés. « Nous devons développer la matière grise plutôt que la taxer ! » a clamé le député sortant Camil Bouchard.

« C'est un débat sur l'accessibilité de l'éducation, surtout pour les étudiants des régions éloi-

gnées et des familles au bas revenu », a ajouté sa collègue Louise Harel. Véronique Hivon, la porte-parole du PQ qui affronte l'actuel ministre de la Santé Philippe Couillard dans Jean-Talon, a été la plus applaudie.

### DEUXIÈME MANIF

C'était la deuxième manifestation des étudiants en trois jours contre l'intention exprimée par le Parti libéral du Québec. Samedi, une cinquantaine d'étudiants ont accosté les militants de Jean Charest devant le Centre des congrès où se tenait le conseil élargi du PLQ.

Les libéraux ont annoncé leur volonté d'augmenter les droits de scolarité de 50 \$ par session au cours des cinq prochaines années. Une hausse de 30 % qui

porterait les frais de scolarité de 1668 \$ à 2168 \$ en 2012.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la CADEUL (Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval) défendent toutes deux le gel des droits de scolarité. « On veut étudier, on veut pas s'endetter », comme ont martelé les étudiants en face du pavillon De Koninek, hier.

Une autre association d'étudiants, l'ASSE (Association pour une solidarité syndicale étudiante) défend carrément la gratuité de l'Université. L'ASSE (la CADEUL n'en fait pas partie) a l'intention de demander à ses membres un mandat de grève générale illimitée à exercer en septembre.



PHOTO D'ARCHIVES  
■ Louise Harel affirme que le vrai débat est celui de l'accessibilité et non des coûts.

## DÉGEL DES FRAIS DE SCOLARITÉ

# Une grève n'est pas exclue

**PC | Les membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante menacent de déclencher une grève générale illimitée advenant un dégel des frais de scolarité.**

À la suite d'un congrès ce week-end, les 16 associations étudiantes membres de l'ASSE, qui dit représenter 42 000 étudiants, se sont prononcées en faveur de cet ultime moyen de pression. L'Association réclame depuis fort longtemps la gratuité complète pour les études post-secondaires.

De plus, l'organisme dénonce l'augmentation constante des frais afférents, tant au niveau collégial qu'universitaire, estimant qu'il s'agit déjà là d'une hausse déguisée des frais de scolarité.

### Réaction du PQ

Le Parti québécois (PQ) dénonce la négligence du Parti libéral (PLQ) qui veut augmenter les frais de scolarité.

De passage à l'Université Laval, à Québec, la députée de

Hochelaga-Maisonneuve, Louise Harel, a affirmé que le vrai débat n'est pas celui de la hausse des droits de scolarité, mais celui de l'accessibilité.

M<sup>me</sup> Harel juge nécessaire que les jeunes de régions éloignées et de familles à faibles revenus puissent avoir accès aux études universitaires. Elle souligne aussi l'importance du niveau d'endettement des jeunes qui doivent souvent rembourser des dettes scolaires alors qu'ils sont devenus de jeunes parents.

Louise Harel dit vouloir lutter contre la démagogie, notamment celle d'une organisatrice libérale qui parlait de « faire payer les riches ». La députée péquiste précise que la classe moyenne est la véritable victime de cette décision libérale de hausser les frais de scolarité.

Dans ses engagements en vue de la prochaine campagne électorale, le PLQ propose une augmentation des droits de scolarité de 50 \$ par session pendant cinq ans, ce qui correspond à une hausse d'environ 30 %.

Les frais de scolarité sont assujettis à un gel depuis 1994.

FRAIS DE SCOLARITÉ

## Comment je fais pour l'avenir de la fille ?

Après une année d'étude à l'Université de Montréal en sciences administratives (profil ressources humaines), je suis tombée enceinte de mon premier enfant et j'ai évidemment dû interrompre mes études afin de travailler à temps plein et subvenir aux besoins de ma fille.

La situation actuelle n'est pas idéale : bien que j'aie toujours aspiré à un avenir professionnel meilleur, je dois actuellement joindre les deux bouts avec un revenu tout juste au-dessus du salaire minimum.

Je souhaite pouvoir retourner à l'université afin de terminer ma formation et éventuellement faire un salaire décent pour élever mon enfant.

Toutefois, si les frais de scolarité sont augmentés comme le propose le Parti libéral, je devrai faire un choix : m'endetter pour continuer ma formation académique et professionnelle ou continuer à travailler à un salaire dérisoire pour subvenir à mes besoins et ceux de ma fille.

Un dégel des frais de scolarité aurait des conséquences désastreuses pour l'ensemble des étudiants moins nantis comme moi.

### Fiables, les promesses ?

En contrepartie de l'augmentation des frais de scolarité, le Parti libéral promet une bonification du système de prêts et bourses. Qui peut nous assurer que ces améliorations seront effectivement apportées ? Le programme d'aide financière aux études est déjà désuet et la dernière « amélioration » apportée par le gouvernement a été des compressions de 103 millions dans les bourses aux étudiants les plus démunis.

Il me semble que la meilleure garantie d'accessibilité aux études serait que l'État maintienne le gel des frais



PHOTO D'ARCHIVES

■ Un dégel des frais de scolarité aurait des conséquences désastreuses pour l'ensemble des étudiants moins nantis.

de scolarité. Ce faisant, il enverrait un message clair à la jeunesse québécoise : nous vous appuyons dans vos projets de vie et d'études car vous êtes l'avenir du Québec.

Un dégel aura certainement des

répercussions sur les jeunes issus de la classe moyenne qui, comme moi, reconnaissent l'importance d'accéder à l'université mais n'ont pas nécessairement les moyens de s'endetter.

### Un diplôme, c'est payant

Pourtant, les statistiques montrent clairement que les travailleurs ayant obtenu un diplôme universitaire sont rarement au chômage, qu'ils payent beaucoup plus d'impôts et qu'ils rapportent donc beaucoup plus de revenus à l'État (de 5 à 7 fois ce que leur formation a coûté).

L'accessibilité aux études, ce n'est pas un privilège, M. Charest, c'est une nécessité si l'on veut améliorer la croissance économique du Québec et garantir le financement des services sociaux !

Actuellement, on constate que les personnes qui se prononcent pour le dégel des frais de scolarité soit proviennent de familles plus aisées, soit étudient en administration, en finances ou en droit et croient qu'elles auront par la suite largement les moyens de rembourser leurs prêts étudiants. Doit-on se fier à cette minorité d'étudiants pour proposer un dégel des frais de scolarité ? Jean Charest compte-t-il uniquement représenter les intérêts d'une minorité de citoyens ?

J'ai peur d'un éventuel dégel des frais de scolarité. Ça pourrait vouloir dire que je ne pourrai pas étudier à l'université dans le but d'offrir un meilleur avenir à ma fille. Un jour, j'aimerais qu'elle étudie à l'université elle aussi. J'espère que d'ici à ce qu'elle ait 20 ans, sa mère aura été en mesure de lui montrer l'exemple.

Ariane Mauger  
Montréal

MÉTRO : 1<sup>ère</sup> page : Menace de grève étudiante - Mardi 20 février 2007

# Menace de grève étudiante

La campagne électorale n'est pas commencée que, déjà, le dégel des droits de scolarité envisagé par les libéraux déclenche de farouches contestations.

Les membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) menacent de déclencher une grève générale illimitée advenant un dégel des droits de scolarité. À la suite d'un congrès ce weekend, les 16 associations étudiantes membres de

l'ASSÉ, qui dit représenter 42 000 étudiants, se sont prononcées en faveur de cet ultime moyen de pression.

L'Association réclame depuis fort longtemps la gratuité complète pour les études postsecondaires.

### Charest ment, dit Boisclair

Par ailleurs, le chef péquiste André Boisclair a affirmé hier que Jean Charest était un « menteur ». Selon lui, le premier ministre a menti à la population lorsqu'il a rendu public son programme électoral, en s'engageant à investir 1 G\$ de plus dans les universités d'ici 2012. « Tout cela n'est que mensonge », s'est insurgé

Les membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante déclencheront une grève advenant un dégel des droits de scolarité.

M. Boisclair hier en conférence de presse. Selon ses calculs, si on sous-trait l'augmentation automatique des coûts de système du réseau de l'éducation, « il reste quelque chose comme 200 M\$ », soit seulement 40 M\$ de plus par année.

M. Boisclair a rappelé qu'il s'opposait au dégel proposé par les libé-

raux. Selon lui, si les libéraux reprennent le pouvoir, ce sont les étudiants qui financeront les sommes additionnelles promises au réseau de l'éducation.

Il s'est bien gardé de commenter le manque de cohésion au sein de son caucus, alors que le député et ex-ministre de l'Éducation Sylvain Simard affirmait en juin que le gel des droits de scolarité équivalait à maintenir les universités dans un état de sous-financement chronique.

Le PLQ propose une majoration des droits de scolarité de 50 \$ par session pendant cinq ans, pour une hausse totale d'environ 30 %. P/C/MÉTRO

■ DROITS DE SCOLARITÉ

# Menace de grève

Si le gouvernement du Québec ordonne un dégel des frais de scolarité, les 42 000 étudiants de 16 associations étudiantes membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante déclencheront une grève générale illimitée.

«Le dégel des frais de scolarité ne sera jamais accepté», a révélé Julie Descheneaux, porte-parole de l'ASSE. «Notre lutte pour une éducation réellement accessible est raffermit et notre détermination à nous mobiliser massivement pour l'atteindre est décuplée», poursuit-elle. Mme Descheneaux appelle à une semaine nationale d'actions locales du 19 au 23 mars puis à une manifestation nationale en vue d'une grève générale le 29 mars. Des votes seront pris dans les différents établissements au cours des prochaines semaines.

Le projet des libéraux de Jean Charest

d'augmenter les frais de scolarité de 100 \$ par année sur une période de cinq ans suscite de vives réactions dans les sphères étudiantes. Hier matin, les députés péquistes Louise Harel et Camil Bouchard ont rappelé la volonté du Québec de poursuivre le projet de démocratisation de l'éducation en soulignant que la dernière chose à faire était de «taxer la matière grise du Québec».

«Le véritable débat n'est pas celui de la hausse des droits de scolarité mais plutôt celui de l'accessibilité et de l'endettement. Notre province accuse un sérieux retard en matière d'éducation. Il faut cesser de mettre des bâtons dans les roues de ceux qui prendront la relève du Québec de demain», a commenté la députée d'Hochelaga-Maisonneuve, Louise Harel. «Les jeunes des régions éloignées et de familles à faibles revenus doivent avoir accès aux études universitaires», conclut-elle. (JCG)



- photo Archives/Barbosa

Un autre affrontement se dessine entre les étudiants et le gouvernement Charest.

## THE GAZETTE: Editorial: Tuition increase is slight, but move is courageous - Tuesday, February 20, 2007

At first, the number seems laughable: A mere \$100 a year added to Quebec's already ludicrously low university tuition fees.

When and if it's enacted, this Liberal promise would mean Quebec's future doctors, lawyers and teachers (or their parents) would be paying \$1,768 a year for their schooling, instead of \$1,668. That's less than a six-per-cent increase on a fee that's 13 years old. Or, in undergraduate terms, barely enough to buy four cases of beer.

Slight though the promised increase really is however, Premier Jean Charest was courageous to make such a promise with an election campaign mere days away. Charest has poked a stick into a nest of very active hornets.

Even though he has hedged his promise with conciliatory promises to increase aid to needy students, he can expect no quarter from the Latin Quarter. Students' groups and their allies in the labour movement will fight to kill this Liberal initiative.

We hope Charest and his party stick to their policy. The universities are desperate for more money, and squeezing it out of the taxpayers is just not on; Quebec is already one of the highest-taxed jurisdictions in North America. So a fee hike - and no corresponding cut in the province's per-student grants to the universities - seems an eminently just solution. In fact, we would have pushed for a much steeper increase. But then we don't have to deal with the political fallout the way Charest does.

And political fallout there will be. Most voters might favour some increase in tuition fees, but "most voters" aren't as adept as students at organizing large, disruptive demonstrations. But although the students' groups might be noisy, their arguments ring hollow.

If, for example, lower fees make universities more accessible, as the students argue, Quebec should have the highest university-attendance rate in the country rather than the lowest. And Nova Scotia, with the highest fees, should have the lowest attendance rate rather than the highest. In fact, it's a rule of thumb in Canada that the higher the fees, the higher the attendance rate. Other factors come into play, of course, but fees seem to play only a minor role.

So there's no earthly reason that universities should be charging students the same fees they were charging in 1994. If those mid-'90s fees had been indexed to the rate of inflation they would have climbed to \$2,114 by 2006. Instead, in real terms, the cost of a university education - unlike the cost of groceries, automobiles and professors' salaries - has actually gone down in the last 13 years.

So \$1,768 a year, is hardly outrageous, and if some eligible students find the higher cost too onerous, the government can respond with more generous bursary programs.

The universities need more money, just to keep up. If they don't get it, quality will suffer, and when that happens, Quebec's cheap fees will be no bargain at all.

---

---

## THE GAZETTE : Charest's education plan is 'clear lie,' Boisclair says: PQ seizes on tuition issue as election looms - Tuesday, February 20, 2007

---

---

PHILIP AUTHIER, The Gazette

Parti Québécois leader Andre Boisclair yesterday accused Premier Jean Charest of uttering his first campaign lie in saying if re-elected a Liberal government will pour \$1 billion into the education system.

With the election set to be launched tomorrow, Boisclair said most of the \$1 billion -

\$800 million to be precise - in the Liberal platform will be gobbled up by the normal increases in operating costs of Quebec's colleges and universities.

That means in reality only \$200 million will be new money, he said; spread over five years, it amounts to about \$40 million a year. At the same time, the government is "picking the pockets" of students to the tune of \$93 million with its decision to unfreeze tuition fees, he said.

"I today want to denounce this first lie by the Liberal government," Boisclair said, emerging from the last caucus of PQ MNAs before the election call.

"He cannot say to the students of Quebec that for each dollar that he will get in the pockets of Quebecers he will reinvest \$10. That is a clear lie."

The PQ started its day trying to stir up the tuition freeze issue for their electoral purposes with some MNAs joining in a student demonstration at the Université Laval in the morning.

It fits their needs. While the Liberals plan to campaign saying health is their first priority, the PQ says it will be education, with details of what it proposes to be made public this weekend when the PQ national council adopts the campaign platform.

The PQ will be the last of the big three parties to unveil a platform, and even though the election will already be started, it can still be amended at the last minute under the PQ's rules.

Yesterday, a former union leader turned PQ candidate for the riding of Soulanges, Marc Laviolette, said he wants to beef up the social democratic side of the document and will propose amendments which, if passed, would commit the PQ to pledge rollbacks on Liberal labour laws that the unions do not like.

He will also take another swing at getting the PQ to adopt the notion of nationalizing wind power even though Boisclair is opposed.

But on his way into the meeting, Laviolette insisted that with the election in full swing he will not spark another internal PQ crisis. "If we want to make Quebec sovereign, we have to free Quebec from the Liberals," he said.

The PQ staged a careful show of unity as well, giving their leader a standing ovation when he entered the meeting room. They stood clapping and shouting - "We're going to win" and "We want a country" - as Boisclair beamed and waved.

"There's plenty of energy (for the campaign)," Boisclair said later. "There is a desire to win."

Boisclair also confirmed former PQ leader Jacques Parizeau will have a role in his campaign. He said Parizeau is one of the great sovereignists in Quebec's history. "I would be very proud to have him next to me during this electoral campaign."

---

---

## RADIO-CANADA / POLITIQUE : Campagne électorale : Boisclair accuse Charest de mentir - Mise à jour le lundi 19 février 2007 à 18 h 16

---

---

### Plus d'info

[Audio et Vidéo](#)

[Le reportage de Pierre Duchesne](#)

Dans un point de presse après le dernier caucus du Parti québécois précédant le début de la campagne électorale, le chef André Boisclair a transmis sa précipitation à entamer cette campagne, à engager le débat électoral et à faire connaître la plateforme de son parti, dont il dit être fier.

M. Boisclair s'est aussi rapidement empressé d'expliquer ce qu'il a qualifié de premier mensonge de cette campagne électorale par le premier ministre Jean Charest. Ce mensonge, selon M. Boisclair, concerne le dégel des droits de scolarité. Le chef du PQ a contredit l'affirmation de M. Charest, faite au moment de l'adoption de la plateforme libérale, selon laquelle le gouvernement investirait 10 dollars pour chaque dollar payé en plus par les étudiants pour financer la hausse des droits de scolarité.

Pour le chef du PQ, le milliard de dollars d'investissement nouveau en éducation promis par Jean Charest lors du dévoilement de la plateforme de son parti, se réduit à 200 millions de dollars, une fois les coûts de système tels l'entretien des immeubles, les salaires et autres dépenses de ce type, défrayés. De ces 200 millions, quelque 60 %,

soit 120 millions, seraient vraisemblablement distribués aux universités.

### Guerre de chiffres

Or, une hausse des droits de scolarité obligerait les étudiants universitaires à défrayer 93 millions de plus. Cela voudrait dire, selon M. Boisclair, que le rapport entre l'apport d'argent gouvernemental et les frais nouveaux imposés aux étudiants est plus près de 1 pour 1 que de 10 pour 1, tel que l'affirmait le premier ministre du Québec. Selon le chef du PQ, le gouvernement ferait donc reposer, en bonne partie, la hausse du financement des universités sur les épaules des étudiants.

M. Boisclair a aussi critiqué la ministre de la Culture et présidente de campagne électorale, Line Beauchamp, pour avoir comparé le gel des droits de scolarité à une subvention aux citoyens riches de la société québécoise. Selon M. Boisclair, 62 % des jeunes qui étudient à l'université proviennent de la classe moyenne.

La hausse des droits de scolarité reviendrait en conséquent, en grande partie, non seulement aux étudiants mais aussi à ceux qui proviennent de ce segment de la population et à leur famille.

Il semble que la plateforme électorale du PQ portera en grande partie sur le thème de l'éducation. André Boisclair a aussi mis l'emphase sur l'honnêteté de son parti, et sur son désir de défendre les intérêts des familles de la classe moyenne et des régions.

Sans donner beaucoup de détails sur cette plateforme, M. Boisclair a affirmé qu'elle servirait à faire du Québec un lieu plus prospère, plus intelligent, plus juste et plus vert.

#### **Réplique à Dumont**

En réponse à l'affirmation du chef de l'ADQ, Mario Dumont, selon lequel l'adoption tardive de la plateforme électorale du PQ, qui s'est fait après le début de la campagne électorale et a créé des factions dans le parti, fait penser à un bricolage de maternelle, André Boisclair a rétorqué que

le chef de l'ADQ n'avait aucune leçon à donner en matière de cohérence.

Traitant M. Dumont de girouette, le chef du PQ a affirmé qu'il mangeait à tous les râteliers, voguait pour son propre intérêt partisan et était le seul à parler de sa plateforme car il n'a pas su en plus de 15 ans de vie politique, rassembler ne serait-ce que 15 personnalités publiques.

#### **La loi 142**

En réponse aux questions des journalistes au sujet de la loi 142 qui fixe les conditions de travail dans le secteur public, M. Boisclair a dit être prêt à revoir certains éléments de cette loi, imposée sous le bâillon par le gouvernement Charest en décembre 2005, sans toutefois vouloir rouvrir la convention collective.

---

---

### **LCN : Dégel des frais de scolarité : Les étudiants menacent de déclencher une grève - Mise à jour: lundi 19 février 2007, à 16:09**

---

---

Les étudiants des niveaux collégial et universitaire menacent de déclencher une grève générale illimitée advenant le dégel des droits de scolarité.

C'est ce qu'ont décidé les 16 associations étudiantes membres de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante en fin de semaine.

Le regroupement, qui dit représenter 42 000 étudiants, réclame depuis fort longtemps la gratuité complète pour les études postsecondaires.

L'organisme dénonce aussi l'augmentation constante des frais afférents, estimant qu'il s'agit d'une hausse déguisée des droits de scolarité.

# Étudiants en guerre

## Les droits de scolarité, un enjeu majeur de la campagne

LE PRÉSIDENT de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Christian Bélair, estime que Jean Charest vient de déclarer la guerre aux étudiants.

La FEUQ promet une mobilisation importante du milieu étudiant pour tenter de convaincre le gouvernement Charest de faire marche arrière.

Dans ses engagements en vue de la prochaine campagne électorale, le PLQ propose une augmentation des droits de scolarité de 50 \$ par session pendant cinq ans, ce qui correspond à une hausse de 30 %. Les droits sont assujettis à un gel depuis 1994.

Christian Bélair a expliqué que les actions avaient été plutôt timides ce week-end parce que la nouvelle n'avait pas encore fait son chemin dans les campus. Il s'attend toutefois à ce que la campagne soit vivement lancée aujourd'hui.

### Pas de problème pour les jeunes du PLQ

Pour sa part, la commission jeunesse du PLQ se réjouit de l'engagement libéral de dégeler les droits de scolarité.

La présidente, Stéphanie Doyon, estime que les étudiants vont comprendre que le Québec n'a plus le choix de poser ce geste pour l'avenir des institutions.

«On est très heureux de voir que le parti a entendu



JACQUES BOISSINOT/PC

LE PARTI LIBÉRAL du Québec propose une augmentation des droits de scolarité de 50 \$ par session pendant cinq ans.

notre message et a entendu le message des étudiants aussi, a-t-elle dit. On est prêt à contribuer et à participer au financement de nos institutions.»

«Il est incroyable de voir qu'il est incapable d'aller chercher des milliards de

dollars qui nous appartiennent et qui sont entre les mains du gouvernement fédéral et qu'il fasse payer les étudiants pour son incapacité à négocier intelligemment avec Ottawa», a dit de son côté le chef péquiste André Boisclair. PC/METRO

## LA PRESSE : Dégel: les étudiants vont talonner les libéraux - Le dimanche 18 février 2007

[Tommy Chouinard](#), Québec

**Le premier ministre Jean Charest aura les étudiants sur ses talons au cours des prochaines semaines. Furieux de la promesse des libéraux de dégeler les droits de scolarité, la Fédération étudiante universitaire du Québec et son pendant au collégial comptent perturber la campagne électorale de Jean Charest et pourchasser sa caravane.**

Mais hier, à l'occasion du conseil général élargi du Parti libéral, quelques dizaines d'étudiants seulement manifestaient devant le Centre des congrès de Québec.

« Ce n'est qu'un début », a rétorqué le président de la FEUQ, Christian Bélair. Il se dit satisfait de cette mobilisation qui a été organisée à la toute dernière minute, à la suite du dévoilement de la plateforme électorale du PLQ vendredi.

« D'un point de vue militant, voir 50 personnes qui viennent passer deux heures et demie au froid le matin

simplement pour accueillir les militants libéraux et faire acte de présence, pour moi, c'est bon signe », a-t-il expliqué. Selon lui, la véritable campagne de mobilisation débutera aujourd'hui, alors que la FEUQ informera tous les campus des intentions des libéraux.

Christian Bélair a rappelé que le mouvement étudiant a démontré sa capacité de mobilisation en 2005 lorsque le gouvernement Charest avait décidé de couper 103 millions dans les prêts et bourses. Près de 200 000 étudiants en grève étaient parvenus à faire reculer Québec.

Les représentants de la FEUQ et de la FECQ se réunissent dès aujourd'hui pour définir leur stratégie en vue des élections générales qui seront déclenchées mercredi. Les deux fédérations n'iront toutefois pas jusqu'à lancer un mot d'ordre visant à boycotter le PLQ le jour du scrutin ou à recourir à une grève générale en pleine campagne électorale. « Les libéraux vont nous avoir sur leur chemin. On va être actifs dans les comtés », a assuré Christian Bélair, soulignant que la caravane de Jean Charest sera une de leurs cibles.

Malgré la colère des fédérations étudiantes, Charest persiste et signe. « On veut donner à nos collègues et nos universités les moyens de rivaliser avec les meilleurs. Tous doivent contribuer. On veut que les étudiants fassent leur part », a-t-il lancé à ses militants. Devant les journalistes, il a souligné qu'« aucun étudiant ne sera privé d'aller au niveau collégial ou universitaire faute de moyens financiers ».

Dans sa plateforme électorale présentée vendredi et adoptée par ses militants hier, le PLQ promet d'augmenter les droits de scolarité de 100 \$ par année (50 \$ par session). La facture des étudiants à temps plein passerait de 1668 \$ à 2168 \$ par année au cours d'un éventuel second mandat libéral. C'est un bond de 30 %.

En contrepartie, le PLQ s'engage à bonifier le régime de prêts et bourses de 25,8 millions de dollars par année à terme et d'investir 1 milliard de plus dans les universités et les cégeps. Or, Christian Bélair juge que les libéraux ne promettent pas un réel réinvestissement, car la très grande majorité du milliard (800 millions) servira à couvrir la hausse des coûts de système.

Le président de la FECQ, Étienne Hudon-Gagnon, croit qu'un dégel des droits de scolarité aggraverait l'endettement des étudiants. Et pour cette raison, plusieurs jeunes pourraient renoncer à entreprendre des études postsecondaires, estime-t-il.

Dans l'espoir d'apaiser les inquiétudes, les ministres du gouvernement Charest ont trouvé toutes sortes de formules pour convaincre les étudiants que le dégel proposé est « raisonnable ». « On demande l'équivalent de 2 \$ de plus par semaine, a affirmé le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier. Même si ça ne fait pas plaisir aux représentants étudiants, il faut poser ce geste-là pour l'avenir. »

« Moi, je ne crains pas d'aller dans les universités et les cégeps. Je pense que beaucoup d'étudiants vont voir que notre proposition est équilibrée », a dit son collègue de l'Environnement, Claude Bécharé.

Selon la présidente de la campagne électorale du PLQ, la ministre Line Beauchamp, « un gel, c'est subventionner les riches. Quand les frais sont gelés, ceux qui ont le plus de moyens sont les grands gagnants. »

La Commission jeunesse du PLQ réclamait depuis 2004 un dégel des droits de scolarité. Sa présidente, Stéphanie Doyon, se réjouit que son parti ait adopté cette position. Elle croit que les étudiants vont comprendre la nécessité de participer au réinvestissement dans les universités.

« On est très heureux que le parti ait entendu notre message, le message des étudiants aussi. On est prêt à participer au financement des institutions », a-t-elle affirmé.

Hier, les militants libéraux ont adopté une proposition présentée par leur aile jeunesse et visant à « encadrer » les frais afférents. Le PLQ a déjà fait cette promesse en 2003, sans jamais la réaliser.

De passage à Québec, le chef du Parti québécois, André Boisclair, a reproché à Jean Charest d'être « incapable » d'obtenir de nouveaux fonds fédéraux pour financer les universités et les cégeps, et de « faire payer les étudiants pour son incapacité à négocier intelligemment avec Ottawa. »

---

---

## THE GAZETTE: OK, stop whimpering about university fees, by PEGGY CURRAN - Sunday, February 18, 2007

---

---

Ready, set, let the arm-twisting begin.

Even before Jean Charest announced Friday that he would lift Quebec's 13-year freeze on tuition fees if his Liberal Party is re-elected, university and CEGEP students were threatening to hound the premier and his candidates throughout the coming provincial campaign to demand that the freeze be maintained.

Aided and abetted by the usual suspects in the labour movement, student leaders contend even a minimal two-per-cent hike in fees pegged to inflation would reduce accessibility to higher education and end up costing Quebec an extra \$120 million a year in grants and bursaries on an annual basis.

Of course, students, and especially the student union executives who make it their business to act on their behalf, want to keep fees low. Who wouldn't? Everybody

loves a deal, and students are, almost by definition, strapped for cash.

Still, before the threats, whining and wheedling gets out of hand, it would be helpful if apostles of the permanent freeze answered a few nagging questions.

Why does everyone call it a tuition freeze when the basic cost of a university education in Quebec is actually cheaper in real dollars than it was in 1994? Check the Bank of Canada's consumer price index if you don't believe me. You'll find that simply to keep pace with inflation, the \$1,668 fee introduced in 1994 would have climbed to \$2,114 by 2006.

In *Beyond the Sticker Price*, a report published last summer by the Educational Policy Institute, analyst Alex Usher said that when adjusted for inflation, the average



Quebec university student is paying \$200 less than he would have paid in 1995.

The typical student in Ontario and B.C. pays \$1,700 more. Tack on ancillary fees and other extras, Usher said, and total cost of a year's university in Quebec is \$2,506 - up \$99 since 1995.

And while it's true Quebec schools charge the highest ancillary fees in the country, the provincial average of roughly \$680 is only about \$60 higher than the Canadian average, for a Quebec total that is anywhere from \$2,000 to \$4,000 lower than what a university student pays in Ontario, British Columbia or Nova Scotia.

And before anyone starts whimpering about how baby boomers had it made - okay, it's true, we did, and then we hogged all the jobs and some of us even got to Woodstock - consider this: An item that costs \$1,668 now would have set you back \$577.78 in 1978 - almost exactly what McGill University charged its undergrads until fees started to creep up in 1990-91.

Next, if Quebec's bargain basement tuition fees are intended to ensure accessibility to higher education, how is it that this province has the lowest rate of university enrolment and of degree completion in Canada?

Two years ago, Nicole Fortin, an economist at the University of British Columbia, looked at the impact of rising tuition on enrolment at universities in Canada and the United States. Her research, published in Higher Education in Canada, showed no evidence of a link between a parent's income and a student's ability to attend university.

Tuition increases, Fortin wrote, "were partly compensated by increases in institutional financial aid" and "did not have as detrimental an impact on enrolment rates."

Indeed, she found enrolment at Quebec universities actually went up slightly between 1989-90 and 1990-91, the year when tuition nearly doubled.

In a 2004 study prepared for the Canada Millennium Scholarship Foundation, Usher cites figures showing full-time enrolment at Ontario universities increased slightly after the government hiked tuition fees by 10 per cent.

Analysts argue this reflects the fact the benefits of getting a university education outweighed the disadvantages - in this case, the higher price tag.

It could be fairly argued today's students have more, and pricier, accessories than students of their parents' generation - not just books and rent, but computers and cellphones and iPods. Even so, it's difficult to see how, as the Federation etudiante universitaire du Quebec claims, the typical student today graduates with nearly \$12,000 in debts.

Before Charest's announcement, momentum had been building among university administrators and opinion makers, urging the government to end the freeze, which they say is crippling post-secondary education in Quebec, preventing schools from competing for professors and brilliant researchers

Last week, the Board of Trade of Metropolitan Montreal added its voice to the chorus. Board president Isabelle Hudon called on the government and business to reinvest in universities, while requiring students to pay a larger portion of the cost of their education - with a portion of those higher fees funnelled into need-based bursary and scholarship funds.

However, students - or their official representatives - steadfastly refuse to accept the notion they accept a bigger share of the cost for their future.

"For students, tuition is not a small matter. I was a student once. I know what it means," said Concordia University president Claude Lajeunesse. Though he doesn't want to come across as a crusader for higher tuition, he said it's clear Quebec's low tuition fees have hurt quality, preventing universities from hiring enough faculty and support staff, restocking libraries and upgrading labs.

During 12 years as a university president - he came to Concordia from Ryerson - Lajeunesse said he's struck by the single-mindedness of student leaders.

"Every year on the day of action, the only issue is the tuition freeze," he said. "I respect the position of student leaders, but I have never heard them talk about quality."

---

---

## **THE GAZETTE: Liberals have failed: PQ chief: Platform mocked Entire party is to blame, Boisclair says - Sunday, February 18, 2007**

---

---

PHILIP AUTHIER, *The Gazette*

Premier Jean Charest lacks the credibility to make new election promises because he and the Liberals failed to deliver on so many from the 2003 election, Parti Quebecois leader Andre Boisclair charged yesterday.

One day after the Liberals presented the platform they intend to campaign on in the looming election, Boisclair reheated his standard accusation that Charest lied to the people in the last campaign.

Now he says it was the entire Quebec Liberal Party that lied, by not calling their leader to order when it became clear he could not deliver the goods.

"It's not just Jean Charest who is to blame," Boisclair said, speaking to Pequistes at a nomination meeting in the Quebec City riding of Charlesbourg. "It is the whole Liberal Party that allowed him to lie to the population.

"What we are going to sanction in the next election campaign are not only the MNAs, it is not just Jean Charest, it is the whole Liberal Party of Quebec, which was engaged in this grand deception that tried to seduce the voters by saying any old thing."

With the Liberals meeting across town to adopt their platform, Boisclair mocked them, wondering what the point is if they are just going to put it on a shelf after getting elected.

But his speech steered clear of the Liberals' decision to lift the more-than-10-year freeze on university tuition. Later, he told reporters he saw nothing wrong with neglecting the theme.

"Am I allowed to pick my own campaign themes?" Boisclair asked. "Our position on this question is clear. We in the PQ are in favour of a freeze on tuition fees."

He added that, if anything, dropping the freeze is testament to Charest's inability get more money for education out of the federal government.

"It is the students who are paying the price of his (Charest's) bad constitutional position, who are paying the price of his spineless stand in the face of the federal government," Boisclair said.

He made the remarks at a meeting where former Bloc MP Richard Marceau was confirmed as the PQ candidate for the riding of Charlesbourg.

And on Friday, former Confederation des syndicats nationaux president Marc Laviolette announced his candidacy for the Parti Quebecois in the rural riding of Soulanges, despite his past criticism of Boisclair for his remarks on the union movement

---

---

## **THE GAZETE: 'I can be better': Charest: Premier rallies troops. Students protest against tuition hikes as Liberals approve election platform - Sunday, February 18, 2007**

---

---

KEVIN Dougherty, The Gazette

Faced with his government's continuing dissatisfaction in the polls and the lowest popularity of Quebec's top three political party leaders, Premier Jean Charest admitted yesterday he has room for improvement.

"I can always be better," he told reporters at the end of a hoopla-filled one-day Liberal convention.

About 2,500 delegates adopted a platform proposing more of the same policies from Charest's first mandate focusing on health care, education and holding down government spending.

They approved the lifting of a 13-year freeze on university tuition. The fees, set at \$1,668 since 1994, are to rise \$100 a year for five years under the Liberal plan.

Charest called the increase "reasonable" and said it will add \$100 million to university budgets - on top of the \$1 billion more his government plans to spend on post- secondary education.

The Parti Quebecois has proposed maintaining the freeze - and even has hinted at abolishing tuition fees altogether.

"Only the Quebec Liberal Party is taking its responsibility," Charest said to applause from supporters clad in campaign T-shirts.

Outside Quebec City's convention centre, students joined low-income housing advocates in a peaceful protest that also included residents still disgruntled about the decision to close the city's zoo.

Student leader Priscilla Plamondon said the extra \$500 in tuition would add to student debt.

"The student vote is going to be a vote to maintain the freeze," Plamondon said, adding that students plan to target 11 ridings where Liberals won narrow victories in 2003.

Inside the convention centre, Charest was accompanied on stage by many of his party's 44 female candidates, dubbed Charest's Angels.

"Our party believes there should be more women in politics," the premier said.

Before Charest's closing speech, Prime Minister Stephen Harper was shown in a video making his recent announcement the federal government would give Quebec \$350 million toward its efforts to reduce greenhouse-gas emissions.

Charest, who usually shares a podium with Quebec flags only, stood yesterday in front of a Quebec flag and a Canadian flag. "I'm very proud to be Canadian," he said. "It isn't a contradiction."

In the English portion of his speech, Charest said being a Quebec Liberal "is about our wanting to belong to a bigger whole, to a Canadian federation," and called his party one of inclusion.

"If we are able to say we are a nation, we're a nation of inclusion," he said.

Charest's government brings down its budget on Tuesday. On Wednesday, he's expected to call an election for March 26.

---

---

## **THE GLOBE AND MAIL.COM: Charest marks unofficial election launch - Posted AT 7:07 PM EST ON Saturday, February 17, 2007**

---

---

Canadian Press

QUEBEC — Quebec Liberals were in winning spirit Saturday as Premier Jean Charest marked the unofficial launching of his yet to be announced election with a campaign speech that positioned his party as the voice of the Quebec nation within Canada. For Mr. Charest the Quebec Liberal government represents the "locomotive" within Canada where the Quebec nation represents a force to be reckoned with.

"Yes Quebec is a nation. Quebec is a force for change within Canada and a Liberal government represents this locomotive of change for Canadian federalism," Mr. Charest said.

The Liberal leader underscored the message that the Liberal government alone can best represent the Quebec

nation, and that the party's values represent a source of strength for Quebec and all of Canada.

"Our values, the values of the Liberal Party of Quebec, represent a solid source of strength for the future of Quebec. Our values are about social justice, economic prosperity, about individual rights....it is about our wanting to belong to a bigger whole, to a Canadian federation," Mr. Charest told a cheering crowd of 2,500 party delegates. "If we are able to say we are a nation, we are a nation of inclusion."

Mr. Charest is expected to call the election on Wednesday for a March 26 vote. On Tuesday the government will table a budget in the Quebec National Assembly marking the final event in the pre-election build-up deployed by the Liberals over the past weeks.

On Saturday delegates adopted the party's election platform and witnessed first hand the party's smooth, well-orchestrated campaign organization where money was no object to the pre-election kick-off.

A slick video prominently showing Prime Minister Stephen Harper in an opening segment was a clear indication that Mr. Charest intended to use his close ties with the federal Conservative government as a drawing card to his campaign. Thousands of t-shirts displaying the Liberal logo as well as Liberal-red scarves were distributed to all the delegates that highlighted the American-style campaign presentation of the candidates.

"Our team includes 44 women. That's a record. The Quebec Liberal Party team reflects Quebec's diversity; it reflects who we are as Quebeckers, we are a nation," Mr. Charest said in a display of his own brand of nationalism aimed at attracting the support of francophone Quebeckers in regions where the Liberals still lag behind the Parti Québécois and the Action démocratique du Québec party.

All 125 Liberal candidates were present on stage to cheer their leader on, all except for one, Thomas Mulcair, the former environment minister who was fired from his job last year by Premier Charest and whose candidacy still remains uncertain.

Saturday's event was an occasion for Mr. Charest to fine-tune his campaign speech that will focus on his government's record, urging Quebeckers to opt for continuity rather than the PQ's commitment to hold another referendum on sovereignty "that will divide Quebeckers," he argued.

It will be the first time in his political career that Mr. Charest heads into an election campaign controlling all the levers of power as well as leading in public opinion polls. In a sudden surge of over confidence he even predicted that never again will Quebeckers vote back into power a Parti Québécois government who wasted away public funds while in office.

"Quebeckers will never go back to the days of a Parti Québécois government, that of wasting public funds. Those days are over," he said in his speech.

Later in a news conference Mr. Charest appeared apologetic saying that he would never suggest that the idea of Quebec sovereignty or the Parti Québécois will disappear. However in federalist circles, it was already being suggested that a Liberal victory in the upcoming election, coupled by the growing popularity of the ADQ could in fact relegate the PQ to a third party status and mark the beginning of the end of the sovereignty the option.

"Call it over enthusiasm if you want. I know you will keep me humble every day," Mr. Charest said in a news conference in down playing his remarks. "But don't get me wrong. I would never want to give the impression that sovereigntists will one day disappear."

Mr. Charest also told reporters he was not turning to Mr. Harper for help to get re-elected, even though a federal budget that promises to hand-out hundreds of millions of dollars to the province, was expected to be tabled in Parliament on March 20, six days before the anticipated Quebec election.

"I never had the pretension of giving instructions to my colleagues on how they should govern," Mr. Charest said. "The government of Canada sort of has to deliver a budget before the 31st of March. The government of Canada is not going to close down because there is an election in Quebec."

While the political parties are poised to hit the campaign trail on Wednesday so is Quebec's student movement. The Quebec federation of university students promised Saturday they will protest throughout the campaign against Premier Charest's election promise that if re-elected his government will lift the freeze on university tuition fees. The Liberals intend to increase tuition fees by \$100 a year for the next five years.

A small group of students held a demonstration on Saturday outside the building where the Liberal party held its meeting. The students threatened to organize mass protests during the campaign to force the Liberals to back down on their plan to raise tuition fees.

---

---

## THE GLOBE AND MAIL.COM : Charest vows to cut taxes if re-elected - Saturday, February 17, 2007

---

---

RHÉAL SÉGUIN

QUEBEC -- Quebec Premier Jean Charest promised yesterday that, if re-elected, he will cut taxes, reduce waiting times for major surgery and increase university tuition fees as part of the Quebec Liberal Party's \$4.5-billion election platform.

Mr. Charest said he offers experience, continuity and a "strong record" in asking voters to trust his party to "finish the job" and stay the course rather than vote for the Parti Québécois and face another referendum on sovereignty.

"I think we are on the right track. And the question is do you want to stop? That's the question. Do you want to put the brakes on now? Do you want to stop all of this and dive into a referendum as fast as possible or do you want to continue? Do you want this team to finish the job?" he asked yesterday, surrounded by some of his most trusted cabinet ministers.

Mr. Charest has asked to reconvene the National Assembly on Tuesday to table an election budget. The following day, before any debate or vote on the budget, he is expected to call Quebeckers to the polls on March 26.

In presenting his vision for the next five years, Mr. Charest said health care remains his first priority. He promised that by 2012 waiting times for all surgery will be reduced to a maximum of six months. He also said the Liberals would hire 1,500 more doctors and an unspecified number of nurses at a cost \$700-million to improve services, especially in outlying regions.

Mr. Charest said Quebec will pursue initiatives to reduce greenhouse gases and meet the 2012 targets set by the Kyoto accord on climate change.

Wealth, he said, will be generated through increased exports of hydro-electricity to Ontario and the United

States, and he will urge Ottawa to sign a free-trade agreement with the European Union.

The Liberals also promised to invest \$200-million a year over five years in postsecondary education above the additional amounts Quebec expects to receive from Ottawa in transfer payments for universities in the next federal budget.

During the same period, students would be asked to pay higher university tuition fees.

"We are putting an end to the freeze on university tuitions which have been in place since 1994," Mr. Charest said in what will likely become a source of protest for the province's militant student movement. Tuition fees would increase by \$50 a semester over the next five years, which means students enrolled in two semesters a year will pay \$500 more in 2012 than they do now.

Even though Mr. Charest argued that Quebec would still have the lowest tuition fees in the country, and that the increases would be offset by a more generous student loan and bursary program, the announcement sparked a student demonstration in Montreal, one of many expected during the campaign.

The Liberals are also keeping the door open to increasing rates in the publicly funded universal child-care centres. Quebeckers pay \$7 a day for daycare services. While promising to open 20,000 new daycare spaces by 2012, Mr. Charest said he "didn't expect" to increase the rates. He said that, if re-elected, he has no plans to demand constitutional changes, saying he is satisfied with the way Canadian federalism is evolving.

Mr. Charest's Achilles heel is still his unfulfilled promise made during the 2003 campaign to cut income taxes by \$1-billion a year. "We cut taxes for Quebeckers. Not as much as we wanted to, but as much as we could," he said.

This time, the Liberals plan a more moderate tax cut, promising to reduce income taxes by \$250-million a year over five years and to gradually eliminate the tax on capital investments for businesses, a measure that would cost the provincial treasury \$750-million a year by 2012.

Parti Québécois Leader André Boisclair lashed out yesterday at Mr. Charest's election promises.

"What Mr. Charest today is selling is a major lie. This is what he sold to Quebeckers in the last general election. And if he wants to repeat the same strategy he will be punished by the population," Mr. Boisclair said.

---

---

## **RADIO-CANADA / POLITIQUE : Parti libéral du Québec : Le point avant la bataille - Mise à jour le samedi 17 février 2007 à 18 h 08**

---

---

### **Plus d'info**

Audio et Vidéo

[Pierre Duchesne nous dit que les libéraux paraissent confiants.](#)

[Claude Brunet a assisté au conseil général.](#)

Après avoir présenté ses priorités en vue d'un éventuel deuxième mandat, le premier ministre Jean Charest a soumis sa plateforme à ses militants, qui l'ont adoptée sans y apporter d'amendements majeurs.

À l'occasion d'un conseil général élargi à Québec, les libéraux ont débattu de la trentaine d'engagements électoraux pour les années 2007 à 2012, totalisant 2,2 milliards de dollars en cinq ans.

Le mot d'ordre semble être la continuité, puisque la « première priorité » des libéraux est encore la santé. L'éducation, l'aide aux familles, la création de la richesse, le développement durable et l'affirmation du Québec complètent l'essentiel de la plateforme libérale.

Quant à la réduction du fardeau fiscal des contribuables québécois, les libéraux veulent maintenant rejoindre la moyenne canadienne, en promettant des baisses d'impôt de 250 millions de dollars par année pendant cinq ans.

### **Charest s'en prend à ses adversaires**

Venu fouetter ses troupes, Jean Charest a pour la première fois reconnu qu'il y aura bientôt des élections générales au Québec. « J'espère vous voir mercredi prochain », a-t-il répondu, en point de presse, à un journaliste qui le questionnait sur son emploi du temps lors du jour où le déclenchement des élections est attendu.

Le premier ministre a en outre décoché des flèches à ses adversaires, accusant le Parti québécois d'être le parti « d'une seule obsession », celle d'un référendum sur la souveraineté, et a reproché à l'Action démocratique du Québec de manquer de substance.

M. Charest s'est par ailleurs réjoui du fait qu'il y aura au moins 44 femmes sur les 125 candidats du PLQ lors des prochaines élections.

### **Les étudiants monopolisent l'attention**

La plateforme électorale libérale a suscité des réactions, notamment dans les milieux étudiants, parce qu'elle inclut un dégel des droits de scolarité. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) a d'ailleurs délégué un comité d'accueil d'une cinquantaine de personnes pour les 2000 participants au conseil général élargi du PLQ.

En entrevue au RDI, le président de la FEUQ, Christian Bélaïr, a promis que la fédération étudiante serait active tout au long de la campagne électorale.

Les libéraux prévoient augmenter les droits de scolarité de 100 \$ par année scolaire, durant les cinq ans d'un éventuel mandat. La ministre de la Culture, Line Beauchamp, a répondu aux critiques des étudiants en disant que le gel était une subvention pour les riches.

Pendant que le ministre de l'Environnement, Claude Béchar, qualifiait l'approche libérale d'équilibrée, son collègue de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a déclaré qu'il s'agissait d'un geste important pour l'avenir du Québec.

La Commission jeunesse du Parti libéral a néanmoins fait adopter un amendement permettant de limiter la hausse des droits de scolarité aux étudiants à temps plein.

### **Incapable de négocier, selon Boisclair**

Pour le chef du Parti québécois, André Boisclair, qui était à Charlesbourg, dans la région de Québec, pour l'investiture du candidat Richard Marceau, les étudiants paieront le prix de l'« à-plat-ventrisme » de Jean Charest devant Ottawa.

André Boisclair a déclaré qu'il était « incroyable de voir [que Jean Charest] est incapable d'aller chercher des milliards de dollars qui nous appartiennent et qui sont entre les mains du gouvernement fédéral et qu'il fasse payer les

étudiants pour son incapacité à négocier intelligemment avec Ottawa ».

### Manifestation de locataires

Les militants libéraux ont aussi été accueillis samedi par des centaines de personnes répondant à l'appel du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ).

Ces deux organismes demandent au Parti libéral de s'engager à augmenter le financement du logement social dans la province et à favoriser la construction de nouveaux HLM. Ils réclament aussi un système de contrôle obligatoire des loyers et le dépôt des baux à la Régie du logement. Le FRAPRU estime que le nombre de logements sociaux au Québec, soit 120 000 à l'heure actuelle, doit être doublé à court terme.

---

## LCN : Droits de scolarité : Des étudiants manifestent contre l'engagement libéral - Mise à jour: Samedi 17 février 2007, à 13:05

---

(D'après PC) À la veille du déclenchement des élections générales au Québec, le Parti libéral tient aujourd'hui à Québec un conseil général élargi.

Les ministres du gouvernement Charest défendent à l'unisson l'engagement libéral de dégeler les droits de scolarité de 50\$ par semaine.

À leur entrée à ce conseil général spécial, ils ont été accueillis par une trentaine de manifestants mécontents de cette promesse électorale.

Les membres du cabinet Charest disent ne pas craindre une réaction trop négative à leur endroit, malgré cette proposition sur le dégel qu'ils qualifient de transparente et raisonnable.

Le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, estime qu'il s'agit d'un geste qui doit être posé pour l'avenir du Québec,

même s'il prévoit une certaine opposition des leaders du milieu étudiant.



LCN

L'organisatrice de la campagne libérale, la ministre Line Beauchamp, soutient pour sa part que le gel constitue une subvention pour les riches.

Le ministre de l'Environnement, Claude Béchar, croit que même les étudiants seront heureux de savoir à quoi s'en tenir pour les cinq prochaines années, qualifiant l'approche libérale d'équilibrée, puisqu'elle mise aussi sur une augmentation, non chiffrée toutefois, des prêts et bourses.

Le premier ministre Charest donnera un point de presse cet après-midi, peu après 15 heures 30. LCN diffusera ce point de presse.

---

## CYBERPRESSE : Le président de la FEUQ satisfait de la mobilisation - Le samedi 17 février 2007

---

Québec

Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Christian Bélair, est satisfait de la mobilisation des étudiants contre le dégel des droits de scolarité, même s'ils n'étaient qu'une cinquantaine samedi matin à accueillir les militants au Conseil général spécial du Parti libéral du Québec (PLQ), à Québec.

La FEUQ promet une mobilisation importante du milieu étudiant pour tenter de convaincre le gouvernement Charest de faire marche arrière.

Dans ses engagements en vue de la prochaine campagne électorale, le PLQ propose une augmentation des droits de scolarité de 50 \$ par session pendant cinq ans, ce qui correspond à une hausse de 30 pour cent. Les droits sont assujettis à un gel depuis 1994.

M. Bélair a rappelé que le mouvement avait démontré sa capacité de mobilisation quand le gouvernement avait annoncé des compression de 103 millions \$ dans l'aide financière aux étudiants, en 2005.

«D'un point de vue militant, voir 50 personnes qui viennent passer deux heures et demie au froid le matin simplement pour accueillir les militants (du Parti libéral) et faire acte de présence, pour moi, c'est bon signe d'une campagne, a commenté M. Bélair. Il faut savoir que la nouvelle ne s'est toujours pas rendue dans les campus, elle s'est rendue par l'entremise des médias, mais lundi, c'est vraiment là que la campagne part.»

Pour sa part, la commission jeunesse du PLQ se réjouit de l'engagement libéral de dégeler les droits de scolarité. La commission demandait que cet engagement fasse partie du programme électoral des libéraux.

La présidente, Stéphanie Doyon, estime que les étudiants vont comprendre que le Québec n'a plus le choix de poser ce geste pour l'avenir des institutions.

«On est très heureux de voir que le parti a entendu notre message et a entendu le message des étudiants aussi, a-t-elle dit. On est prêt à contribuer et à participer au financement de nos institutions.»

---

## LE DEVOIR : 1<sup>ère</sup> page : Les étudiants déclarent la guerre à Charest : -La plateforme du PLQ prône un dégel des droits de scolarité - Des engagements de 2,2 milliards sur cinq ans - Édition du samedi 17 et du dimanche 18 février 2007

---

[Antoine Robitaille](#)

Québec -- Malgré les faibles taux de satisfaction recueillis par son gouvernement, c'est un Jean Charest misant sur la

continuité qui a révélé le projet de plate-forme électorale du Parti libéral hier. Celle-ci contient au moins un élément qui pourrait s'avérer explosif au cours de la campagne qui commencera mercredi: l'engagement de procéder à un dégel progressif des frais de scolarité.

Aussitôt l'annonce faite, des associations étudiantes ont «déclaré la guerre», selon leurs propres termes, au parti de Jean Charest, promettant d'en perturber les activités électorales. «Ils vont nous retrouver sur le terrain durant la campagne, particulièrement dans les comtés chauds», a menacé hier le président de la FEUQ, Christian Bélair. Dès ce matin, la FEUQ a promis d'«accueillir» les quelque 2000 participants au conseil général élargi du PLQ au Centre des congrès de Québec, réuni pour discuter et adopter la plate-forme électorale libérale. Selon M. Bélair, l'augmentation proposée est un «pied dans la porte» pour le gouvernement, qui pourrait être tenté de «dégeler massivement» les frais par la suite. «Il faut s'attendre à tout: ce gouvernement nous a réservé des surprises dans le passé, comme les 103 millions», a-t-il dit en référence à la crise des prêts et bourses.

S'attendant à susciter de telles manifestations, le premier ministre a réclamé du respect hier. «Je pense que tout le monde, tous les citoyens du Québec, souhaitent que chacun puisse s'exprimer [pendant cette campagne], mais qu'ils le fassent en tenant compte du respect des autres», a-t-il dit. D'autant plus, selon lui, que la hausse des frais de scolarité éventuelle serait «bien équilibrée, bien raisonnable: 2 \$ par semaine». Selon M. Charest, la situation de gel est devenue «intenable», comme la commission jeunesse libérale le lui a dit depuis deux ans. (Celle-ci a d'ailleurs applaudi hier.)

Dans le «document de travail» du PLQ, on explique que l'augmentation serait graduelle: 50 \$ à chaque semestre (de 15 crédits) pendant la période 2007-12. Pour la première année, l'augmentation s'élèverait à 100 \$, pour la deuxième, à 200 \$, et ainsi de suite. Au bout de dix semestres, un étudiant aurait déboursé au total 1500 \$ de plus qu'en vertu des frais exigés aujourd'hui. À l'heure actuelle, les frais de scolarité sont de 1668 \$ par an et s'élèveraient à environ 2100 \$ en 2012.

Au fond, les étudiants (et leurs parents ou bailleurs de fonds) se trouveraient à contribuer à un effort de réinvestissement global dans l'éducation, effort auquel un gouvernement libéral contribuerait à la hauteur d'un milliard de dollars dans les réseaux universitaire et collégial d'ici 2012. Aussi le PLQ s'engage-t-il à y verser la totalité des hausses de transferts fédéraux exigées (le Conseil de la fédération a réclamé en 2005 de ramener les transferts en éducation à leur niveau de 1994-95). La hausse des frais de scolarité drainerait 100 millions de dollars dans le système, soit 10 % de «l'effort de réinvestissement de l'État», a précisé M. Charest. Le premier ministre a fait valoir que les frais de scolarité québécois demeureraient les plus bas au Canada. Au reste, il s'est engagé à améliorer le programme de prêts et bourses.

#### **Garderies**

Par ailleurs, le projet de plate-forme du PLQ prévoit l'ouverture de 20 000 places supplémentaires dans les

garderies, pour un réseau qui en compte 200 000 à l'heure actuelle. Mais le premier ministre a refusé hier de s'engager à maintenir les tarifs quotidiens à 7 \$. Il a toutefois insisté pour dire qu'une hausse n'est pas «dans les cartons» du parti. «On ne l'a pas fait dans nos trois dernières années. [...] Ce n'est pas dans nos cartons et on n'a pas prévu ça. Et ce n'est pas non plus dans le cadre financier qu'on a prévu.» En 2003, M. Charest avait promis de maintenir les frais à 5 \$ par jour, mais au cours de son mandat, il a changé son fusil d'épaule.

Du reste, le chef libéral a encore une fois promis des baisses d'impôt hier, cette fois-ci de 250 millions par année. En 2003, comme on le sait, il avait promis de consacrer un milliard par année aux baisses d'impôt des particuliers. Il a encore expliqué hier qu'il avait eu beau se préparer le plus sérieusement du monde à gouverner en 2003, c'est le gouvernement péquiste de Bernard Landry qui ne lui avait pas fourni toutes les informations. Il a soutenu qu'à l'automne 2002, la ministre des Finances, Pauline Marois, avait informé ses collègues du conseil des ministres d'un dépassement budgétaire. Or, a-t-il martelé, «le Parti québécois l'a caché et André Boisclair [qui faisait partie du gouvernement Landry] le savait». D'ailleurs, dans le document du PLQ, on trouve cet aveu: «Nous avons diminué les impôts des Québécois. Pas autant qu'on aurait voulu, c'est vrai, mais autant qu'on a pu.» Mais le premier ministre se console: «Nous avons réduit de plus de la moitié l'écart du fardeau fiscal séparant les Québécois de la moyenne canadienne. Nous ne sommes plus les plus taxés en Amérique du Nord.» Trois provinces «devançant» le Québec sur ce plan: la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve.

#### **Santé**

Outre l'éducation, l'aide à la famille, la création de la richesse, le développement durable et l'affirmation du Québec, les libéraux de Jean Charest, comme en 2003, feront de la santé leur «priorité absolue».

Ils promettent notamment d'étendre la garantie d'un délai maximal de six mois à toutes les opérations (à l'heure actuelle, elle l'est seulement pour les opérations à la hanche et au genou ainsi que pour les cataractes). Une garantie d'accès étendue ne signifie pas pour autant que l'autorisation actuelle de contracter une assurance privée pour la hanche, le genou ou la cataracte sera elle aussi étendue à l'ensemble des chirurgies. Mais ce n'est pas exclu. Le PLQ prévoit l'embauche de 1500 médecins supplémentaires dans le réseau hospitalier.

Enfin, le PLQ propose d'autres mesures et projets, notamment ceux-ci:

- un crédit d'impôt de 500 \$ pour favoriser la pratique d'activités sportives chez les jeunes;
- un concours national d'épellation;
- des échanges d'immersion en langue seconde avec les autres provinces canadiennes;
- la création d'un ministère des aînés.

Le Devoir

Avec la Presse canadienne

---

---

**LA PRESSE : 1ère page : Sous le PLQ, les droits de scolarité grimperaient de 30% - Le samedi 17 février 2007**

---

---

Tommy Chouinard, Québec

S'il est réélu, le Parti libéral s'attaquera bel et bien à la vache sacrée des associations étudiantes, le gel des droits de scolarité. La facture des étudiants passera de 1668 \$ à 2168 \$ par année, un bond de 20 %, au cours d'un éventuel second mandat libéral. C'est 50 \$ de plus par session pendant cinq ans.

Dans sa plateforme électorale dévoilée hier, le PLQ promet également la création de 20 000 nouvelles places en garderie, mais il refuse de s'engager à maintenir les frais de garde à 7 \$ par jour.

Les libéraux s'engagent à réduire les impôts de 1,25 milliard de dollars en cinq ans, un objectif plus modeste qu'en 2003. Et avec l'embauche de 1500 médecins de plus, il promet que tous les patients en attente d'une chirurgie pourront être opérés dans un délai de six mois.

«C'est un plan crédible et livrable» qui «repose sur la continuité», a lancé hier le premier ministre Jean Charest, flanqué d'une demi-douzaine de ses ministres.

À ses yeux, le gel des droits de scolarité, en vigueur depuis 1994, est intenable, «ne sert ni les étudiants, ni les institutions, ni le Québec». Jean Charest donne ainsi raison à l'aile jeunesse de son parti.

S'il est porté à nouveau au pouvoir, le gouvernement Charest augmentera de 50 \$ par semestre ou 100 \$ par année les droits de scolarité à compter de cet automne. À la fin de son baccalauréat (trois ans), un étudiant qui commence ses études cet automne aura déboursé 600 \$ de plus que sous le régime actuel.

En 2011-2012, les droits de scolarité s'élèveraient à 2168 \$ par année. La moyenne se chiffre à 5046 \$ dans le reste du Canada.

Les étudiants paieraient ainsi 95,5 millions \$ de plus à terme, une cagnotte qui se retrouverait dans les coffres, dégarnis, des universités.

Pour éviter de pénaliser les étudiants les plus démunis, et dans l'espoir d'apaiser les craintes, les libéraux promettent de verser 25,6 millions \$ supplémentaires en cinq ans dans le régime de prêts et bourses.

Au cours de la même période, les libéraux s'engagent à réinvestir 200 millions \$ dans les universités, en plus de couvrir la hausse des coûts de système (800 millions \$).

Jean Charest ne craint pas de s'aliéner la communauté étudiante. «Pour un milliard \$ provenant du gouvernement, les étudiants ajoutent, eux, 100 millions \$. La proposition

que nous faisons est équilibrée et raisonnable. Je pense que dans les circonstances ce serait difficile de s'y opposer», a-t-il affirmé.

Or, la Fédération étudiante universitaire du Québec affûte déjà ses armes. «C'est une déclaration de guerre. Les libéraux vont nous avoir dans les pattes», a tonné son président Christian Bélaïr.

Autrement, la plateforme électorale des libéraux, intitulée S'unir pour réussir le Québec de demain, ne réserve pas de grande surprise.

Le document de 77 pages, qui doit être entériné par les militants libéraux réunis en conseil général aujourd'hui, se décline en six priorités: la santé, l'éducation, l'aide à la famille, la création de la richesse, le développement durable et l'environnement, la culture et l'identité.

La santé figure toujours en tête de liste des priorités. Les libéraux promettent d'investir 700 millions \$ de plus pour embaucher 1500 médecins et plus d'infirmières. D'ici la fin d'un éventuel second mandat, tous les Québécois pourront être opérés dans un délai de six mois peu importe la chirurgie dont ils ont besoin. Actuellement, Québec n'offre cette garantie que pour trois types de chirurgie (hanche, genou, cataracte). Plus de 30 000 patients attendent présentement sur une liste d'attente au-delà du délai jugé médicalement acceptable. En 2003, les libéraux avaient pourtant promis «d'éliminer l'attente» en santé.

Le PLQ passera une seconde campagne électorale à promettre de ramener le fardeau fiscal des Québécois à la moyenne canadienne. Il a en effet besoin d'un second mandat pour réaliser cet engagement qu'il n'a pas réussi à honorer durant le premier.

Chose rare de la part d'un parti politique, le PLQ reconnaît noir sur blanc dans sa plateforme électorale qu'il n'a pas allégé le fardeau fiscal des Québécois de 5 milliards \$ comme promis en 2003.

«Nous avons diminué les impôts des Québécois (3,1 milliards \$). Pas autant qu'on aurait voulu, c'est vrai, mais autant qu'on a pu», écrit-il.

Le PLQ propose cette fois 1,25 milliard \$ de baisses d'impôts en cinq ans (250 millions \$ par année) afin que le fardeau fiscal des Québécois rejoigne la moyenne canadienne. «Sur les impôts, on va continuer, on ne lâchera pas prise. On s'est fixé quelque chose qui est très réalisable, avec des chiffres qui sont reconnus comme rigoureux», a assuré Jean Charest.

---

---

**LE SOLEIL: PLATEFORME ÉLECTORALE DES LIBÉRAUX : Dégel des frais de scolarité - Le vendredi 16 février 2007**

---

---

Simon Boivin

S'ils sont réélus, les libéraux s'engagent à hausser les frais de scolarité de 30 % et refusent de promettre que les garderies resteront à 7 \$.

Hier, le premier ministre Jean Charest a dévoilé ce qui deviendra aujourd'hui la plateforme électorale du PLQ. Réunis en conseil général élargi, à Québec, les libéraux

mettront la touche finale à leur carte de visite pour la campagne qui doit débiter mercredi.

L'enjeu des frais de scolarité, gelés depuis 1994, suscite déjà la grogne chez les universitaires. L'augmentation de 50 \$ par session proposée par le PLQ ferait passer la facture d'un étudiant de 1668 \$ à 2168 \$ par année d'ici 2012. Cette hausse serait « contrebalancée » par une bonification de 26 millions \$ du régime de prêts et bourses.

« La proposition que nous faisons est bien raisonnable, a déclaré le premier ministre Charest. On parle de 2 \$ par semaine. Dans les circonstances, ce serait difficile de s'y opposer. »

Plus de détails dans la version papier du journal *Le Soleil* de samedi.

---

---

## **THE GAZETTE: Charest unveils Liberal platform: Higher tuition fees, lower taxes. Premier promises to boost student aid - Saturday, February 17, 2007**

---

---

KEVIN DOUGHERTY, The Gazette

Premier Jean Charest presented his party's election platform yesterday, calling for an end to the province's 13-year tuition freeze and promising annual income-tax cuts of \$250 million over the next five years.

University tuition would rise by \$100 a year - "That's \$2 a week," the Liberal premier said - for five years, for a total of \$500 more for tuition by 2012.

The platform is to be approved by delegates to a special Liberal convention in Quebec City today, in preparation for the election that is expected to be called Wednesday.

The premier, accompanied by several members of his cabinet, said he is relying on his experienced ministers and cabinet newcomers to carry his message that now is not the time for Quebec to change direction.

"I have a team," he said, stressing continuity.

And while polls indicate a majority of Quebec voters want a change of government, Charest asked whether Quebecers want to change to the Parti Quebecois, which proposes another divisive referendum, or Mario Dumont's Action démocratique du Quebec, which improvises policies.

"The PQ subordinates everything to its sovereignty option," he said. "It's a dogma, not a solution. It's division, not a vision.

"With the ADQ, social justice goes out the window."

Charest said he's proud of his government's record since coming to power in 2003.

Charest enumerated some of the measures that have been implemented, like adding 35,000 daycare places and starting English instruction in Grade One.

Charest now is proposing to add another 20,000 daycare places, improve the teaching of French, English and third languages, and inject \$1 billion more into post-secondary education.

University tuition in Quebec has been frozen at \$1,668 since 1994. At that time, he noted, Quebec students paid 66 per cent of what students in other provinces paid. Now, Quebec students pay 33 per cent of the Canadian average.

The added \$500 in tuition would amount to \$100 million a year more for Quebec's universities, Charest said.

He noted Quebec universities stand to gain even more if the federal government comes through in its March budget with more money for post-secondary education.

Charest said a Liberal government would boost student aid, so the tuition increase would not be a burden.

In addition, Quebec would offer its own registered education savings plan, he said, adding 10 per cent to parents' contributions, on top of the 20 per cent the federal government offers.

During the last election campaign, the Liberals promised to cut taxes by \$5 billion in five phases, maintain the tuition

freeze and keep the amount parents pay for daycare at \$5 a day.

Charest blamed the poor state of finances he inherited from the previous Parti Quebecois government for his failure to meet his commitments to reduce taxes and keep daycare costs down.

"We didn't do as much as we wanted to do," he admitted.

Charest pledged to reduce Quebec's debt and bring income taxes closer to the Canadian average - and said the priority remains health care.

The Liberals' commitment to guaranteed access within six months to surgery for knee and hip replacements, as well as cataracts, would be extended to all forms of surgery during the next mandate, Charest said.

Already, cancer patients are getting faster treatment under his government, he said.

Health Minister Philippe Couillard said that while surgery in private clinics could be an option, all operations would be paid by medicare.

"We haven't resolved everything, obviously, but we are on the right track," Charest said.

He said 1,500 additional doctors and 4,000 more nurses, now being trained, are to enter Quebec hospitals during the next mandate.

In the area of sustainable development, the Liberals are proposing measures including exporting electricity to Ontario.

Charest said he also wants a free trade agreement between Canada and the European Union, and to strengthen ties between Quebec and France.

The premier took a swipe at the ADQ's proposal to pay parents a family allowance of \$5,200 a year for each child, financing the \$900-million program by cutting the province's social assistance budget.

Parti Quebecois leader Andre Boisclair also called the ADQ plan "irresponsible and unrealistic."

Asked to respond to Charest's charge that the PQ's only plan is to call another referendum, Boisclair said Charest has no constitutional position.

"Mr. Charest represents the status quo," Boisclair said.

kdougherty@thegazette.canwest.com

The Highlights

The Liberals promise to:

- Add 20,000 daycare spaces, inject \$1 billion into post-secondary education.
- Reduce Quebec debt, bring income taxes closer to Canadian average.
- Guarantee access within six months to all forms of surgery.
- Create a free-trade agreement between Canada, EU; strengthen ties between Quebec and France.

---

---

## **THE GAZETTE : Promise to lift tuition freeze gets cold shoulder from students: University**

---

---



---

---

**administrators say hike is only way to retain staff, upgrade classes - Saturday, February 17, 2007**

---

---

CATHERINE SOLYOM, The Gazette

The Quebec Liberal Party's vow to hike tuition fees by \$500 over five years, lifting a 13-year-tuition freeze, met with subdued optimism from cash-strapped university administrations - and downright defiance from student groups.

Announced yesterday as part of the Liberal Party's election platform, the tuition hike is expected to add \$100 million to university coffers, while the government vowed to invest \$1 billion in post-secondary education during its next term. "The bottom line is, any tuition increase will help," said Chris Mota, a spokesperson for Concordia University.

"We have to address hiring and the retaining of solid faculty. Classrooms need to be upgraded, libraries require attention. All Quebec universities are starting to lag behind, and there are only so many options."

But if university rectors can be expected to rejoice in the lifting of the freeze, student leaders vowed to take their complaints to the ballot box. An election is expected to be called this spring.

"It's hard to imagine (Premier) Jean Charest being even more unpopular, but this will stir students to come back onto the streets and to the polls," said Aaron Donny-Clark, president of the Students Society of McGill University, who

was demonstrating outside Universite Laval in Quebec City yesterday.

"Whatever happens, students will not stop with the election. Student associations are already getting mandates to go on strike as of next fall."

Brent Farrington, the national deputy chairperson of the Canadian Federation of Students, said the increases, set at \$50 per semester, seem modest but could spell disaster for students already drowning in debt.

Tuition in Quebec has been frozen at \$1,668 since 1994, but so-called "ancillary" fees have ballooned, adding hundreds or even thousands of dollars onto student bills for such things as laboratory fees, computer fees and student services, Farrington said.

The Liberals' platform does not address ancillary fees.

Trevor Hanna, a spokesperson for the Federation etudiante universitaire du Quebec, said the Liberal platform - and Charest's inability to have \$1.2 billion in annual transfer payments for education restored - will work against the premier during the election.

"I would remind the Liberals that since 1994, every election has been won by a party that promised to keep the tuition freeze in place," Hanna said.

The heads of McGill University and the Universite de Montreal could not be reached for comment yesterday.

---

---

**CYBERPRESSE : Charest déclare la guerre aux étudiants selon la FEUQ - Le vendredi 16 février 2007**

---

---

Montréal

**La Fédération étudiante universitaire du Québec estime que le premier ministre Jean Charest vient de déclarer la guerre aux étudiants en promettant le dégel des frais de scolarité.**

La Fédération l'avertit donc qu'il retrouvera les étudiants sur son chemin tout au long de la campagne électorale et promet une mobilisation massive du mouvement étudiant s'il est réélu.

La FEUQ est particulièrement choquée d'entendre le premier ministre affirmer qu'il veut réinvestir un milliard \$ d'ici à cinq ans en éducation avec l'argent provenant des transferts fédéraux.

La Fédération fait valoir, d'une part, que M. Charest promet de l'argent qu'il n'a pas et qu'il attend depuis un an et demi. D'autre part, elle s'insurge du fait qu'il ne propose

pas un sou d'argent provincial additionnel, ce qui équivaut, selon elle, à un désengagement complet de sa part.

L'organisme ajoute que la promesse de M. Charest d'augmenter de façon parallèle l'aide aux étudiants est vide de sens, rappelant qu'il n'a même pas encore rempli sa promesse de freiner les frais afférents et qu'en bout de ligne, selon ses estimés, la facture sera encore plus lourde pour l'État.

La Fédération s'interroge, en bout de ligne, sur les raisons réelles de vouloir ainsi changer un système qui fonctionne bien, si ce n'est que d'ouvrir la porte à des hausses massives des frais de scolarité.

La FEUQ maintient qu'en bout de ligne, cela ne fera qu'appauvrir les étudiants ou forcer un surendettement alors que le coût des loyers, de la nourriture et des fournitures scolaires ne cesse d'augmenter.

---

---

**CANOE INFOS : Frais de scolarité : Hausse à prévoir dans un deuxième mandat libéral - Mise à jour: vendredi 16 février 2007, à 18:47**

---

---

(PC) Par Jocelyne Richer

Si les libéraux de Jean Charest sont reportés au pouvoir pour un deuxième mandat, les étudiants doivent s'attendre à payer plus cher pour aller à l'université.

Les parents, quant à eux, pourraient voir les frais de garde coûter davantage que 7 \$ par jour, car le gel des tarifs de garde n'est pas au rendez-vous.

Tous les patients en attente d'une chirurgie, eux, obtiendront la garantie d'être opérés dans un délai de six mois, notamment grâce à l'ajout de 1500 nouveaux médecins.

Dans l'ensemble, les contribuables québécois peuvent espérer un allègement du fardeau fiscal, mais l'objectif poursuivi par les libéraux est bien moins ambitieux qu'en 2003 en cette matière.

---

---

Voilà un aperçu du portrait d'un gouvernement du Parti libéral pour les années 2007 à 2012, tel qu'esquissé vendredi par le premier ministre Jean Charest, qui a rendu publics les engagements de son parti à la veille du déclenchement de la prochaine campagne électorale.

Dans l'ensemble, cet éventuel deuxième mandat s'inscrit dans la continuité, sans virage à 180 degrés pour ce qui est des grandes orientations préconisées par son gouvernement depuis 2003: contrôle des dépenses, priorité à la santé, aide à la famille, diminution du fardeau fiscal des contribuables.

Sur la délicate question des droits de scolarité, gelés depuis 1994, les libéraux font le pari qu'il est désormais possible de les hausser, sans pour autant s'aliéner la clientèle étudiante lors du prochain scrutin.

La situation était devenue intenable, a dit M. Charest, donnant raison à l'aile jeunesse de son parti. «La proposition que nous faisons, elle est bien équilibrée et bien raisonnable, a-t-il plaidé. Ce serait difficile de s'y opposer.»

Aussi, au cours des cinq prochaines années, les frais de scolarité augmenteront de 50 \$ par session.

En clair, au bout de 10 sessions, un étudiant aura déboursé au total 1500 \$ de plus qu'en vertu du système actuel.

À l'heure actuelle, les frais de scolarité sont de 1668 \$ par an et ils seraient d'environ 2100 \$ en 2012.

«C'est une situation qui ne sert surtout pas les étudiants, ni les institutions, ni le Québec», a déclaré en conférence de presse le premier ministre.

Malgré la hausse annoncée, M. Charest fait valoir que les frais de scolarité québécois demeureront les plus bas au pays et, pour dorer la pilule, il s'engage à bonifier le programme de prêts et bourses.

Pour ce qui est des mesures d'aide à la famille, le document libéral reste muet sur la question des frais de garde à 7 \$. Interrogé sur les engagements qu'il était prêt à prendre dans ce dossier pour un deuxième mandat, M. Charest a ouvert la porte à tous les scénarios.

«On ne prévoit pas faire d'augmentation», a-t-il dit, mais il se garde la possibilité de hausser ces tarifs, conformément à la loi.

Les libéraux s'engagent aussi à ajouter 20 000 nouvelles places à contribution réduite aux 200 000 qui existent déjà. Comme en 2003, c'est cependant la santé qui demeure la priorité absolue des libéraux pour un second mandat.

Ainsi, d'ici cinq ans, M. Charest s'engage, s'il est réélu, à ce que le Québec compte 1500 médecins de plus qu'aujourd'hui. Déjà, au cours des dernières années, le ministre de la Santé, Philippe Couillard, avait ouvert toutes grandes les portes des universités pour former le maximum de médecins qu'elles pouvaient accueillir.

Surtout, engagement majeur, il croit possible d'étendre à toutes les chirurgies la garantie d'accès en moins de six mois, actuellement réservée aux patients nécessitant une chirurgie de la hanche, du genou ou de la cataracte.

Bon an, mal an, il se pratique 430 000 chirurgies par an au Québec, et actuellement on compte au moins 30 000 patients sur les listes d'attente qui dépassent les délais jugés médicalement acceptables.

Une garantie d'accès étendue ne signifie pas pour autant que l'autorisation actuelle de contracter une assurance privée pour la hanche, le genou ou la cataracte sera elle aussi étendue à l'ensemble des chirurgies. Mais ce n'est pas exclu.

Sur le plan fiscal, les libéraux se montrent plus modestes qu'en 2003. Ils s'étaient engagés alors à réduire le fardeau des contribuables de 1 milliard \$ par année, durant cinq ans.

En 2007, ils réduisent leur ambition des trois quarts: ils réduiront les impôts de 250 millions \$ par année durant cinq ans, en espérant voir le Québec rejoindre enfin la moyenne canadienne.

Le document, qui comporte au total une trentaine d'engagements, fera l'objet d'un débat au sein des militants réunis en conseil général samedi à Québec.

Au total, le coût prévu des engagements atteint 2,2 milliards \$ au bout de cinq ans.

---

## **RADIO-CANADA / POLITIQUE : Parti libéral du Québec : Les priorités de Jean Charest - Mise à jour le vendredi 16 février 2007 à 15 h 09**

---

### **Plus d'info**

Audio et Vidéo

[Pierre Duchesne résume la plateforme.](#)

[Geneviève Asselin s'entretient avec le premier ministre.](#)

[Claude Brunet fait le tour des promesses libérales](#)

[Benôit Chapdelaine explique que les étudiants n'ont pas l'intention de laisser passer le dégel des frais de scolarité](#)

Le chef des libéraux québécois a présenté les six priorités de son parti pour la prochaine campagne électorale: santé, éducation, aide à la famille, création de la richesse, développement durable et affirmation du Québec.

Il compte promettre la continuité de son premier mandat dans tous ces domaines. Au cours de la conférence de presse où il présentait sa plateforme, il a rappelé certaines des actions accomplies par son gouvernement depuis 2003. Côté promesses, les libéraux feront encore une fois de la santé leur « première priorité ». Ils désirent embaucher

1500 médecins de plus qu'actuellement dans le réseau des hôpitaux et garantir un délai maximal de six mois pour toutes les opérations.

En éducation, Jean Charest propose de rompre avec le gel des droits de scolarité décrété en 1994 par le gouvernement du Parti québécois. Au cours d'un prochain mandat, les libéraux entendent hausser ces frais de 50 \$ par session.

À terme, en 2012, il en coûterait 500 \$ de plus par année pour poursuivre des études supérieures. Pour compenser cette hausse, les libéraux promettent de bonifier le programme de prêts et bourses et s'engagent à investir un milliard de dollars dans le réseau universitaire et collégial. Les libéraux promettent enfin de mettre en place des mesures favorisant un meilleur apprentissage du français et de l'anglais.

Le gouvernement Charest entend aussi ajouter 20 000 places en services de garde. Par ailleurs, il n'a pas

l'intention pour l'instant de hausser les frais de 7 \$ par jour demandés aux parents pour ces services.

Le premier ministre a fait son mea culpa quant à sa promesse de 2003 de réduire le fardeau fiscal des Québécois. Jean Charest maintient que cette promesse avait été faite sans connaître l'ampleur du déficit sous le précédent gouvernement péquiste.

M. Charest estime néanmoins avoir atteint, au plan fiscal, 55 % de son objectif de ramener le fardeau fiscal des Québécois au niveau de la moyenne canadienne. Le premier ministre promet, grâce à de futures baisses d'impôt de 250 millions de dollars chaque année, d'atteindre cette moyenne d'ici la fin d'un second mandat.

Les entreprises pourraient quant à elles bénéficier de l'abolition de la taxe sur le capital, si les libéraux sont élus. Jean Charest mise aussi sur la création de richesse et l'exportation de l'électricité.

La cinquième priorité va au développement durable, l'atteinte des objectifs de Kyoto et la création à Montréal d'une bourse du carbone.

La nouvelle plateforme électorale sera présentée samedi aux militants. D'autres engagements seront aussi dévoilés lors de la campagne.

### **C'est la guerre, estiment les étudiants**

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) estime que le premier ministre Charest vient de déclarer la guerre aux étudiants. Elle prévient que la mobilisation étudiante se fera sentir durant la campagne électorale.

La FEUQ est particulièrement choquée d'entendre le premier ministre affirmer qu'il veut réinvestir un milliard de dollars en éducation d'ici cinq ans avec l'argent provenant des transferts fédéraux. L'organisation étudiante souligne que M. Charest promet de l'argent qu'il n'a pas et ne propose aucun véritable réinvestissement de la part de Québec. Selon les étudiants, il s'agit d'un désengagement complet de sa part.

La FEUQ ajoute que la promesse de M. Charest d'augmenter de façon parallèle l'aide aux étudiants est vide de sens, rappelant qu'il n'a même pas encore rempli sa promesse de freiner les frais afférents. La FEUQ chiffre ces frais supplémentaires à 200 \$ par année par étudiant.

En bout de ligne, la facture sera encore plus lourde pour l'État et les étudiants seront appauvris ou endettés davantage, conclut l'organisation étudiante.

---

---

### **THE GAZETTE: Liberal platform - Friday, February 16, 2007**

---

---

Kevin Dougherty, The Gazette

QUEBEC CITY – Premier Jean Charest presented a platform Friday calling for annual increases of \$100 in university tuition fees for five years and annual income-tax cuts of \$250 million.

The platform, called, Together we can build a successful future for Quebec, is to be approved by delegates to a special Quebec Liberal convention tomorrow. It says the province has done well under the Charest government, proposing a second mandate under the theme of continuity.

Finance Minister Michel Audet will table a budget on Tuesday, clearing the way for the election to be called the following day for March 26.

Post-secondary tuition fees in Quebec have been frozen for years and are the lowest in the country.

Charest said a re-elected Liberal government would also on health issues. That plank involves hiring an additional 1,500 doctors. The Liberal platform also calls for extending the guarantee for surgery now available for knees, hips and cataracts to all surgery and proposes an additional 20,000 daycare places

Another Liberal objective is to continue reducing the province's massive debt and controlling government spending.

*Canadian Press contributed to this report*

---

---

### **LE DEVOIR : Frais de scolarité - Opposition concertée des syndicats et des étudiants à un éventuel dégel - Édition du vendredi 16 février 2007**

---

---

[Lisa-Marie Gervais](#)



Photo: Jacques Nadeau

Devant l'augmentation du financement en santé qui devrait être annoncée lors du dépôt du budget mardi, le milieu québécois de l'éducation réclame son dû. Hier, Le Devoir affirmait de source sûre une hausse du budget en santé de 6 %, soit une allocation supplémentaire de 1,3 milliard.

«C'est important d'avoir un système de santé efficace et efficient, mais si nos jeunes n'ont pas de travail et s'ils ne sont pas en mesure de travailler ici ou ailleurs, on ne créera pas de richesse pour financer la santé», a indiqué le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, en chiffrant à 305 millions le sous-financement chronique du réseau collégial. «Je trouve désolant que nos concitoyens ne reconnaissent pas davantage l'importance de l'éducation», a-t-il ajouté en faisant référence à un sondage TVA-Léger Marketing publié lundi dernier. L'enquête révélait que la santé demeurait la grande priorité des électeurs du Québec. À la question «Quel devrait être, selon vous, l'enjeu le plus important de la prochaine campagne électorale?», 34 % ont mentionné l'amélioration du système de santé et 21 % l'environnement. À peine 9 % avaient nommé l'éducation comme priorité.

En plein climat pré-électoral et à quelques jours à peine du dépôt du budget, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) en a profité pour rappeler sa position contre le dégel des droits de scolarité, qui sera un enjeu important de la campagne électorale. Forte de l'appui que les trois principales centrales syndicales, la FTQ, la CSN et la CSQ, lui ont accordé hier en conférence de presse, la FEUQ s'est dite inquiète que le Parti libéral n'ait pas encore pris position sur la question. Le Parti québécois s'est prononcé contre le dégel des droits de scolarité tandis que l'ADQ s'est dite en faveur.

«Notre principale crainte est de voir l'histoire se répéter. La dernière fois que le gouvernement a été libéral pour deux mandats de suite, il avait refusé de s'engager pour le premier mandat et au second il avait augmenté les frais et retiré sa contribution», a rappelé le président de la FEUQ, Christian Bélaïr.

Pour le président de la Centrale syndicale du Québec (CSQ), Réjean Parent, une pression doit être faite par le gouvernement provincial sur Ottawa afin d'obtenir l'argent des transferts, soit 1,2 milliard. «Il faut réinjecter l'argent

des transferts dans les universités et ficher la paix aux étudiants», a-t-il déclaré. Il a également réitéré l'importance de financer l'éducation pour les enfants les plus vulnérables, venant «des secteurs économiquement défavorisés», qui, selon lui, reçoivent moins d'aide que les élèves les mieux nantis.

Du côté de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), on ose espérer que le gouvernement tiendra compte des millions nécessaires pour assumer les coûts de système (frais fixes, comme le chauffage et l'entretien) et maintenir les programmes qu'il a mis en place. «C'est vital que le gouvernement paie la part de l'augmentation normale des coûts de système, dont l'augmentation salariale des enseignants», a dit le président de la FCSQ, André Caron. «Du 1er juillet au 30 juin, juste pour changer de page de calendrier, on a besoin de 350-400 millions pour boucler notre année financière.» Il souhaite également recevoir des fonds pour financer un projet de revalorisation de l'école publique, qu'il a déposé au ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier.

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Brève : les étudiants crieront haut et fort – Vendredi 16 février 2007

### LES ÉTUDIANTS CRIERONT HAUT ET FORT

PC | Les étudiants de cégep et d'université ont l'intention de se faire voir et entendre auprès des candidats libéraux au cours de la campagne électorale, afin d'obtenir un engagement ferme de maintenir le gel des frais de scolarité. Et les centrales syndicales comptent les appuyer dans leur démarche. Le mouvement étudiant s'oppose aux propositions de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec, favorable au dégel des droits de scolarité, et veut obliger le parti à clarifier sa position sur cette question et à s'engager à maintenir le gel. «Pas de réponse, ce serait une réponse», a prévenu le président de la CSQ, Réjean Parent.

## MÉTRO : Gel des droits de scolarité : Étudiants et syndicats main dans la main – Vendredi 16 février 2007

# Gel des droits de scolarité Étudiants et syndicats main dans la main



CHRISTIAN BÉLAÏR, président de la FEUQ et Henri Massé, président de la FTQ.

#### Il manque de l'argent

Les recteurs des universités ont fait une demande pour dégeler les droits de scolarité. Les universités McGill, Sherbrooke, Laval et de Montréal ont dernièrement dénoncé le manque d'argent qui les accable.

En réponse à ces revendications, la FEUQ a démontré que l'indexation des droits de scolarité ne permettrait pas d'enrayer le sous-financement des universités. Études à l'appui, la hausse des droits de scolarité coûterait plus cher au gouvernement, selon M. Bégin. «On va aller vers des mesures qui vont coûter beaucoup plus cher», a-t-il dit. Ces études ont consisté à ce que Québec réinvestisse les sommes nécessaires pour l'aide financière aux étudiants.

Quelques heures après l'annonce de ce front commun, la Fédération des femmes du Québec s'y est jointe pour prolonger le gel des droits de scolarité.

#### ZOOM

Études à l'appui, la hausse des droits de scolarité coûterait plus cher au gouvernement, selon la FEUQ.

Parent (CSQ), étaient aux côtés des dirigeants du mouvement étudiant hier pour également exiger que le Parti libéral du Québec précise sa position quant aux droits de scolarité. «C'est une question de démocratie que de bien connaître les intentions de ceux qui prétendent vouloir nous représenter au parlement», a déclaré M<sup>me</sup> Caron.

À la veille du déclenchement d'une campagne électorale, le parti dirigé par Jean Charest tient en fin de semaine un conseil général élargi. La proposition en faveur du dégel des droits de scolarité et de la bonification du programme des prêts et bourse, formulée par la Commission jeunesse, risque d'y être débattue.



MÉTRO  
MARIE-EVE SHAFFER  
mshaffer@metro.quebec.ca

Syndicats et étudiants réclament le maintien du gel des droits de scolarité.

Les trois grandes centrales syndicales comptent interpeller les partis politiques lors de la prochaine campagne électorale provinciale au sujet du gel des droits de scolarité. «Pas de réponse, ce serait une réponse», a lancé Réjean Parent, président de la CSQ.

Les étudiants se promettent aussi de participer au débat politique. «On saura être présent et on saura se faire entendre», a fait savoir Christian Bélaïr, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Les pancartes des étudiants sont d'ailleurs déjà prêtes.

#### Prise de position

Claudette Carbonneau (CSN), Henri Massé (FTQ), et Réjean



## Les syndicats appuient les étudiants

La FTQ, la CSN et la CSQ appuient les étudiants de la Fédération étudiante collégiale et la Fédération étudiante universitaire dans leur démarche pour obtenir un engagement ferme de maintenir le gel des frais de scolarité et un meilleur financement de l'éducation postsecondaire. Les frais de scolarité à l'université sont gelés, au Québec, depuis 1994.

Lors de la campagne électorale

de 2003, le Parti libéral s'était engagé à réinjecter 240 millions \$ sur cinq ans. «Il a fallu attendre trois ans pour que le tiers de cette somme soit versé», a commenté le président de la Fédération universitaire du Québec, Christian Bélair.

Des données de la FEUQ révèlent que les étudiants accumulent en moyenne près de 12 000 \$ de dettes pour l'obtention d'un baccalauréat. (JCG)

---

---

## CYBERPRESSE : Étudiants et syndicats demandent des engagements du PLQ - Le jeudi 15 février 2007

---

---

Lia Lévesque, Montréal

Les étudiants de cégep et d'université ont l'intention de se faire voir et entendre auprès des candidats libéraux au cours de la campagne électorale, afin d'obtenir un engagement ferme de maintenir le gel des frais de scolarité. Et les centrales syndicales comptent les appuyer dans leur démarche.

Les présidents des trois principales centrales, la FTQ, la CSN et la CSQ, ont rencontré la presse, jeudi, aux côtés des deux fédérations d'associations étudiantes collégiale et universitaire, pour soutenir la cause du maintien du gel des frais de scolarité et celle d'un meilleur financement de l'éducation postsecondaire.

Le mouvement étudiant s'oppose aux propositions de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec, favorable au dégel des droits de scolarité, et veut obliger le parti à clarifier sa position sur cette question et à s'engager à maintenir le gel.

«Pas de réponse, ce serait une réponse», a prévenu le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent.

Pour les centrales syndicales, militer aux côtés des étudiants pour le maintien du gel est une question de justice sociale, ont fait valoir la présidente de la CSN Claudette Carbonneau et le président de la FTQ Henri Massé.

Les étudiants promettent donc de suivre les candidats libéraux lors de la campagne électorale qui sera

vraisemblablement déclenchée la semaine prochaine, particulièrement dans les comtés chauds.

«Il est clair que de notre côté, comme étudiants, comme jeunes, comme génération montante, comme futurs citoyens, on n'acceptera pas qu'un parti se présente en élection sans dire ce qu'il va faire pour les quatre prochaines années. C'est clair qu'il n'y aura pas de chèque en blanc qui va être donné», a commenté le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Christian Bélair.

La FTQ, la CSN et la CSQ comptent aussi interpellier les candidats sur cette question du financement de l'éducation et des droits de scolarité, plus particulièrement sur les transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire.

Le conseil général élargi du PLQ doit se tenir samedi, à Québec.

Le chef du Parti québécois André Boisclair a déjà annoncé qu'il faisait de l'éducation sa première priorité. Le PQ est opposé au dégel des droits de scolarité.

Dans son programme, l'Action démocratique du Québec s'engage à «redresser le financement des institutions d'enseignement postsecondaire, y compris la contribution des étudiants, tout en bonifiant le régime de bourses aux étudiants et en élargissant son accessibilité».

Les droits de scolarité à l'université sont gelés, au Québec, depuis 1994.

---

---

**RADIO-CANADA / POLITIQUE : : Droits de scolarité : Les syndicats appuient les étudiants - Mise se à jour le jeudi 15 février 2007 à 13 h 13**

---

---

Les étudiants ont reçu un appui de taille jeudi, dans leur revendication pour le maintien du gel des frais de scolarité. Les trois principales centrales syndicales du Québec, la FTQ, la CSN et la CSQ, ont joint leur voix aux associations étudiantes universitaire et collégiale pour demander aux libéraux de promettre le maintien du gel des droits de scolarité.

Le Parti libéral du Québec (PLQ) est le seul parti politique à ne pas avoir encore pris une position claire sur la question, bien que son aile jeunesse soit en faveur d'un dégel de ces droits. Le Parti québécois (PQ) s'est prononcé contre une telle mesure alors que l'Action démocratique du Québec (ADQ) l'a appuyée.

« [Si le PLQ] refuse de se prononcer maintenant, c'est que l'on peut déjà anticiper quel est le projet, soit le dégel. S'il n'est pas en mesure de se positionner maintenant c'est pour glisser et on ne le laissera pas glisser », avertit le président de la CSQ, Réjean Parent.

Les étudiants promettent de se faire entendre haut et fort durant la campagne électorale pour faire valoir leur point de vue. Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Christian Bélair, promet d'ailleurs que « si le Parti libéral décide d'aller de l'avant avec une telle proposition [dégeler les droits de scolarité] qu'il s'attende de voir les étudiants présents en campagne et présents dans les comités chauds. »

Le président de la FEUQ soutient que les étudiants sont déjà prêts à passer à l'action et à faire beaucoup de bruit. Ils n'attendent que le déclenchement de la campagne électorale.

La FEUQ reconnaît qu'il y a un sous-financement du système universitaire, mais elle affirme qu'une hausse des frais de scolarité n'est pas une solution. L'association soutient qu'il serait de loin préférable d'aller chercher des transferts fédéraux d'Ottawa en matière d'éducation postsecondaire. Elle chiffre le montant de ces transferts à 1,2 milliard de dollars.

Les syndicats partagent ce point de vue et disent aussi que dégeler les frais ne résoudra pas le problème de sous-financement des cégeps et des universités. « La société québécoise ne peut permettre un recul sur l'accessibilité des jeunes aux études postsecondaires. Le Québec a besoin d'augmenter la main-d'oeuvre qualifiée, de hausser les compétences des travailleuses et des travailleurs, c'est une question d'avenir et de choix de société. Les économies de bouts de chandelles auront des effets pervers et la société en paiera le prix », dit la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau.

Les droits de scolarité sont gelés au Québec depuis 1994. Il en coûte en moyenne, au Québec, 1700 \$ pour une année d'université, alors que la moyenne canadienne s'élève à plus de 4000 \$ par année.

---

---

**CNW : FEUQ-FECQ-FTQ-CSN-CSQ : Les étudiantes et les étudiants du Québec reçoivent l'appui du milieu syndical – Jeudi 15 février 2007, à 11h30**

---

---

MONTREAL, le 15 fév. /CNW Telbec/ - A la veille de la prochaine campagne électorale provinciale et du Conseil général élargi du Parti libéral du Québec, les étudiants collégiaux et universitaires ainsi que le milieu syndical demandent à Jean Charest et à son parti de préserver les acquis quant aux frais de scolarité. Le Parti libéral est le seul à ne pas s'être encore engagé sur la question. La FECQ, la FEUQ, la FTQ, la CSN et la CSQ unissent leur voix pour demander aux libéraux de maintenir le gel des frais de scolarité.

"Les étudiants considèrent qu'il est d'abord et avant tout de la responsabilité des gouvernements provincial et fédéral de financer davantage nos universités", commente Christian Bélair, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Lors de la campagne électorale de 2003, le Parti libéral s'était engagé à réinjecter 240 millions de dollars sur cinq ans. Il a fallu attendre 2006, soit la fin du mandat des libéraux, pour qu'à peine le tiers de cette somme soit versé. Qui plus est, cet argent ne provenait pas directement des coffres de Québec mais bien d'Ottawa qui l'avait promis dans le cadre du budget 2006.

De surcroît, le gouvernement de Jean Charest n'a toujours pas fait la preuve qu'il était en mesure de récupérer auprès du gouvernement Harper les montants correspondant au transfert pour l'éducation postsecondaire. "Au total, ce sont 1,2 milliard pour le Québec qui dorment à Ottawa et que

Jean Charest tarde toujours à récupérer. Tout le monde du milieu postsecondaire s'entend sur la question. Qu'est-ce que Jean Charest attend pour livrer la marchandise ?", questionne Henri Massé de la FTQ. "1,2 milliard pour le Québec, c'est de l'argent ! On réglerait une bonne partie du sous-financement des cégeps et des universités sans avoir à piger dans la poche des étudiants."

Claudette Carbonneau de la CSN croit que demander aux étudiants de payer davantage n'est pas une solution. "La société québécoise ne peut permettre un recul sur l'accessibilité des jeunes aux études postsecondaires. Le Québec a besoin d'augmenter la main-d'oeuvre qualifiée, de hausser les compétences des travailleuses et des travailleurs : c'est une question d'avenir et de choix de société. Les économies de bouts de chandelles auront des effets pervers et la société en paiera le prix." La présidente de la CSN estime qu'il est illusoire de penser que le dégel des frais de scolarité comblera le sous-financement des collèges et universités.

Accroître l'endettement étudiant n'est pas une solution à l'amélioration du système universitaire. Lorsqu'ils terminent un programme de baccalauréat, les étudiants accumulent en moyenne près de 12 000 \$ de dettes. "Commencer sa vie active avec une dette de plusieurs milliers de dollars, c'est un boulet qui ralentit ton évolution. Les nouveaux travailleurs qui traînent une dette d'études vont souvent remettre à plus tard certains projets de vie

comme avoir des enfants, s'acheter une maison, etc. Il ne faut pas oublier que l'endettement étudiant a des impacts économiques et sociaux", ajoute Réjean Parent de la CSQ. "D'ici 2008, c'est 70 % des nouveaux emplois créés qui nécessiteront un diplôme d'études postsecondaires. Le maintien des frais de scolarité à un bas niveau est un choix social, mais aussi un choix économique. Il faut que le Parti libéral du Québec s'engage à maintenir les acquis lors de son Conseil général élargi", conclut Etienne Hudon-Gagnon, président de la FECQ.

Renseignements:

FECQ : François Laliberté-Auger, vice-président, cell. : (514) 554-0576;  
 FEUQ : Anne Marie LaBrègue, attachée de presse, cell : (514) 378-3380;  
 FTQ : Louis Cauchy, attaché de presse, cell : (514) 235-3996;  
 CSN : Michelle Filteau, directrice des communications, cell : (514) 894-1326;  
 CSQ : Claude Girard, attaché de presse, cell : (514) 237-4432

## CNW : FEUQ : Une augmentation des frais de scolarité coûterait plus cher à l'Etat que le maintien du gel – Jeudi 15 février, à 10h40

MONTREAL, le 15 fév. /CNW Telbec/ - La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) accompagnée de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et des trois centrales syndicales nationales (FTQ, CSN, CSQ), a réagi ce matin aux propos tenus la semaine dernière par les jeunes libéraux ainsi que quatre recteurs d'universités (McGill, Sherbrooke, Laval et de Montréal). Selon eux, il serait possible d'augmenter les frais de scolarité et d'investir dans nos universités sans nuire à l'accessibilité. Les chiffres démontrent plutôt le contraire. La FEUQ a fait la démonstration, chiffres à l'appui, qu'une augmentation des frais de scolarité coûterait plus cher financièrement à l'Etat et que, par le fait même, il était beaucoup plus avantageux pour le gouvernement de maintenir l'actuel gel des frais de scolarité.

"Ce que les chiffres nous montrent, c'est qu'il est faux d'affirmer qu'on peut augmenter les frais de scolarité de manière responsable ou encore raisonnable pour ensuite investir dans les universités et ce, sans nuire à l'accessibilité aux études. Les chiffres parlent d'eux-mêmes", affirme Christian Bélair, président de la FEUQ. La présentation de la FEUQ reprend essentiellement les données du Conseil supérieur de l'éducation qui estime à 120 millions ce qu'il en coûterait actuellement pour mettre à niveau le système d'aide financière. A cela devrait éventuellement s'ajouter une hausse de 21 % des coûts reliés à l'augmentation des frais de scolarité. La FEUQ précise qu'il s'agit de calculs très conservateurs et que les bénéfices financiers d'une hausse des frais de scolarité seraient encore moins importants que les calculs présentés.

Scénarios de hausse des droits	Revenus supplémentaires des universités (avec effectifs étudiants stables)	Coûts supplémentaires en Aide financière aux études (impliquant une bonification du régime de 120 M\$ annuels récurrents)	Bilan financier pour les universités et l'État (après l'année)
<b>Universités québécoises</b>			
Inflation + 1%	10 914 201,00	122 291 982,00	(111 377 781,00)
Inflation + 2%	14 032 544,00	122 946 834,00	(108 914 290,00)
Double de l'inflation (5 %)	15 591 715,00	123 274 260,00	(107 682 545,00)
Majoration à 50 % de la moyenne canadienne	94 410 255,00	139 826 153,00	(45 415 898,00)

La FEUQ calcule à cet effet qu'une indexation des frais de scolarité + 1 % coûterait à l'Etat environ 111 400 000 \$ alors qu'une indexation à 50 % de la moyenne canadienne coûterait 45 400 000 \$.

"Certains partisans du dégel ont tendance à évacuer du débat le fait que le programme d'aide financière est déjà déficient. Il en coûterait plus cher au gouvernement d'indexer les frais de scolarité que de maintenir l'actuel gel, sans compter les répercussions que cela aurait sur l'accessibilité aux études", précise M. Bélair

### Impact sur les étudiants

La FEUQ a aussi tenu bon de rappeler que plus de 51 % des étudiants ne reçoivent aucune contribution de leurs parents. Le revenu annuel moyen d'un étudiant universitaire est de moins de 12 000 \$. La capacité de payer des étudiants est manifestement très limitée.

Finalement, au-delà de l'augmentation normale des coûts du régime d'aide financière aux études, la précarité financière de plusieurs étudiants et diplômés crée une pression supplémentaire sur les dépenses assumées par le

gouvernement : celui-ci doit racheter les mauvaises créances laissées aux institutions financières par l'aide financière aux études. Une hausse des frais de scolarité, et donc de l'endettement, ne pourrait qu'exacerber cette problématique.

"Les tenants du dégel des frais de scolarité doivent cesser de faire fi de la capacité réelle de payer des étudiants. Une augmentation des frais entraînerait des conséquences désastreuses sur les finances des étudiants, celles des universités et de celles de l'Etat", conclut M. Bélair.

Depuis plus de 15 ans, la FEUQ représente les étudiantes et les étudiants universitaires du Québec. Composée de 16 associations membres et forte de plus de 120 000 membres, la FEUQ est le plus important groupe jeunesse au Québec.

www.feuq.qc.ca

Renseignements: Anne Marie LaBrègue, attachée de presse, FEUQ, Bureau : (514) 396-3380, Cell. : (514) 378-3380

---

---

## LA PRESSE : ÉTUDE DE STATISTIQUE CANADA : L'argent n'est pas un obstacle à l'université - Le vendredi 09 février 2007

---

### [Malorie Beauchemin](#)

En plein débat préélectoral sur le dégel des droits de scolarité, Statistique Canada jette de l'huile sur le feu. [Une étude sur l'accès à l'université pour les jeunes provenant de familles à faible revenu](#) indique qu'il est «peu probable que des contraintes financières soient un obstacle direct à la fréquentation».

Selon le chercheur Marc Frenette, économiste pour l'organisme fédéral, le fait que les jeunes de milieux favorisés fréquentent l'université en plus grand nombre est davantage lié aux résultats scolaires et à l'influence parentale.

En 2003, au Canada, moins d'un tiers (31 %) des jeunes de 19 ans issus de familles ayant un revenu inférieur à 40000 \$ (pour deux parents) fréquentaient l'université. À l'opposé, la moitié (50 %) des jeunes provenant de familles ayant un revenu total supérieur à 82000 \$ y étaient inscrits.

D'après l'étude, cet écart est attribuable à 84 % à des facteurs de long terme : notes scolaires, qualité de l'école secondaire, niveau d'études et attentes des parents. Les contraintes financières au moment d'entrer à l'université ne seraient responsables que pour 12 % de cet écart.

«Les familles à faible revenu, explique le chercheur, achètent souvent moins de livres, vont moins au musée, les parents insistent moins sur l'importance des études universitaires. Ce sont là des hypothèses pour expliquer que les jeunes de milieux défavorisés ont de moins bons résultats scolaires.»

Les chercheurs ont interrogé 14 000 jeunes Canadiens afin de savoir s'ils fréquentaient l'université ou s'ils auraient aimé y aller - et dans ce cas pour quelle raison ils n'y allaient pas. Seulement 8,5 % des jeunes ont répondu qu'ils ne fréquentaient pas l'université en raison des contraintes financières à l'admission.

Mais M. Frenette est bien clair : ces résultats ne sont valables que dans le contexte actuel. Impossible de savoir si un dégel des droits de scolarité au Québec changerait la donne, rappelle-t-il. «Dans la théorie économique, lorsqu'on dégèle les frais de scolarité, la fréquence universitaire

augmente, avance-t-il toutefois. La raison est simple : les universités ont plus d'argent pour financer plus de places dans des programmes normalement contingentés, comme le droit ou la médecine. »

Autre son de cloche

À la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), on rétorque que, selon d'autres analyses, pour chaque hausse de 1000 \$ des droits de scolarité, la fréquentation des étudiants provenant de familles à faible revenu a diminué de près de 20 %. «Il faut regarder la composition sociale, affirme Benjamin Laplatte, vice-président de la FEUQ. Une hausse des frais a toujours amené une diminution de la participation des moins nantis.»

L'économiste de Statistique Canada n'est pas totalement en désaccord avec cette affirmation, et cite l'exemple de l'Ontario, qui a déréglementé de façon importante les droits, tout en augmentant les prêts et bourses. «La classe moyenne semble avoir été pénalisée, ne gagnant pas assez pour pouvoir payer les frais mais trop pour être admissible à l'aide financière», résume M. Frenette.

Du côté de Québec, l'Action démocratique, qui s'était déjà prononcée en faveur d'un dégel, a accueilli favorablement les conclusions de la nouvelle étude. «Le gel des droits de scolarité, on pense que ce n'est pas avantageux. On pense qu'un dégel suivi d'un investissement massif, c'est la solution pour financer le système d'éducation», explique l'attaché de presse de Mario Dumont, Jean-Nicolas Gagné.

Comme le Parti québécois s'est prononcé au cours des dernières semaines pour le maintien du gel, seuls les libéraux n'ont toujours pas pris position.

«On a demandé des scénarios à long terme : si on dégèle, c'est-à-dire une indexation, si on hausse les frais, si on perpétue le gel, quel est l'impact sur les finances du gouvernement et sur les finances des universités à long terme. On attend ces scénarios-là pour la fin du printemps, affirme l'attachée de presse du ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier, Marie-Claude Lavigne. On sait qu'en Nouvelle-Écosse, où les frais d'inscription sont les plus élevés, c'est aussi là où il y a le plus d'inscriptions.»

---

---

## LE DEVOIR : Quatre recteurs plaident pour un dégel des frais de scolarité - Édition du jeudi 08 février 2007

---

### [Lisa-Marie Gervais](#)

Quatre recteurs d'universités québécoises ont uni leurs voix pour lancer un appel en faveur d'un investissement massif dans les universités. Lors de cette rencontre historique dans un climat préélectoral, un plan de réinvestissement comprenant la hausse des subventions gouvernementales et le dégel immédiat des droits de scolarité a été proposé.

Cette dernière question est plus que jamais sur toutes les lèvres, y compris celles du recteur de l'Université de Sherbrooke, Bruno-Marie Bécharde. «Le défi du financement est tel qu'il faut regarder la question du dégel», a-t-il déclaré lors de la conférence de presse à laquelle il a participé à Montréal en compagnie des recteurs des

universités Laval et de Montréal et de la principale de l'université McGill.

Lors de sa comparution devant la Commission de l'éducation, il y a deux semaines, M. Bécharde avait pourtant refusé de se joindre aux partisans du dégel. Selon lui, cette question incombait au gouvernement, «qui devait avoir sa vision du partage des fonds», et non aux dirigeants des universités. Aucun des recteurs présents n'a voulu chiffrer cette hausse potentielle des droits de scolarité, qui représentent actuellement entre 12 et 15 % du budget des universités.

«Notre message est simple: il y a urgence», a lancé Luc Vinet, recteur de l'Université de Montréal. «La civière la



plus en vue est celle des déficits des universités, qui totalisent près de 100 millions», a-t-il ajouté. Les quatre recteurs se sont dits alarmés de l'exode des professeurs et du retard technologique des universités. La principale de l'université McGill, Heather Monroe-Blum, a souligné que le Québec perd du terrain dans le domaine de la recherche scientifique. «Nous ne pouvons plus prétendre maintenir l'accessibilité et la qualité de notre enseignement», a-t-elle affirmé.

Les quatre recteurs des universités québécoises dotées d'une faculté de médecine ont également insisté avec force sur l'urgence de rattraper l'écart avec la moyenne des universités canadiennes. À l'heure actuelle, les étudiants québécois doivent déboursier en moyenne 1668 \$ en droits de scolarité annuels, contre plus de 4600 \$ pour les étudiants des autres provinces canadiennes. Selon les recteurs, plus de 375 millions supplémentaires par an sont nécessaires pour combler cet écart. Ils proposent aussi de constituer rapidement un fonds non récurrent de 500 millions de dollars pour l'entretien des parcs immobiliers.

Trois nouvelles sources de revenus gouvernementales sont proposées par les recteurs pour pallier le sous-financement, soit les transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire, la révision du calcul de la péréquation et la libération prévisible d'un pourcentage de la TPS. Le recteur de l'Université de Montréal a également insisté sur l'effort philanthropique, que le gouvernement pourrait stimuler en créant des incitatifs fiscaux.

### **Se les geler pour le gel**

Dans la foulée des déclarations des principales universités en faveur du dégel des droits de scolarité, une centaine d'étudiants ont pris part à une manifestation devant les bureaux du premier ministre Jean Charest à Montréal. Dans un froid glacial, ils n'ont pas hésité à se mobiliser pour le maintien du gel, en vigueur depuis 1994.

Tout au long de la journée, les étudiants d'un océan à l'autre sont aussi sortis dans les rues pour demander notamment la réduction des frais de scolarité et des frais

afférents dans les établissements d'études postsecondaires de tout le pays.

Hier, la présidente de la commission jeunesse du PLQ, Stéphanie Doyon, a appelé à un dégel «raisonnable» des droits de scolarité. Cette autre voix qui s'ajoute en faveur du redressement de ces montants ne semble pas décourager les militants des fédérations étudiantes qui s'y opposent. «Le gel doit être un choix de société et nous allons demeurer unis et forts dans nos revendications», a martelé le président de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), Jonathan Plamondon. Il en a profité pour inviter la présidente des jeunes libéraux à un débat sur la question.

Le recteur de l'Université Laval, Michel Pigeon, a dit comprendre les craintes des étudiants, notamment celle du désengagement de l'État si les droits de scolarité augmentent. «Mais si on avait ne serait-ce qu'indexé les frais de scolarité au coût de la vie depuis le gel de 1994, on aurait 100 millions de plus. C'est déjà pas mal», a-t-il fait valoir. Le président de la FAECUM croit plutôt que la hausse des frais afférents a servi «de façon déguisée» à combler ce manque à gagner.

Selon le porte-parole de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Trevor Hanna, avec sa part des 4,9 milliards de dollars promis par le gouvernement fédéral par le truchement des transferts, le Québec peut largement résoudre le problème du sous-financement des universités. «Les recteurs évaluent le sous-financement à moins du tiers du montant qu'on irait chercher avec les transferts. Où est le problème?», a-t-il déclaré.

Du côté du cabinet du ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, la porte est laissée ouverte. «Le parti sera consulté le 17 février, mais pour l'instant, hormis l'impossibilité de proposer la gratuité scolaire, aucun scénario n'est envisagé», a dit Marie-Claude Lavigne, l'attaché de presse du ministre.





Les étudiants de l'Université d'Ottawa ont joint leur voix à celles de dizaines de milliers de manifestants hier, dans près de 35 villes canadiennes. Ils voulaient ainsi lancer un message au gouvernement fédéral pour un réinvestissement dans l'éducation postsecondaire.

*Photo Reuters*

[Marie Allard](#) et [Malorie Beauchemin](#)

Les recteurs réclament une hausse des droits de scolarité. L'aile jeunesse du PLQ aussi. Et le Conseil permanent de la jeunesse ne s'y oppose pas. Des droits qui n'ont pas bougé depuis 14 ans, mais que bien des étudiants trouvent déjà trop élevés. Ils ont manifesté par centaines à Montréal, hier, pour s'opposer à leur augmentation. Et la FEUQ entend mener une ultime offensive en ce sens au cours de la campagne électorale qui point. Perturbations en vue.

Quatre recteurs québécois - à la tête des universités de Montréal, de Sherbrooke, de Laval et McGill - ont lancé hier un appel au secours. Étranglés par le manque d'argent, ils ont réclamé le dégel des droits de scolarité, une hausse des subventions gouvernementales et des mesures fiscales favorisant la philanthropie. «Notre message est simple : il y a urgence», a dit Luc Vinet, recteur de l'Université de Montréal.

Presque au même moment, des étudiants montréalais descendaient dans les rues pour réclamer aussi un réinvestissement dans l'éducation postsecondaire, mais en excluant toutefois le dégel des droits.

Au moins 400 millions par an sont exigés pour combler l'écart de financement entre les universités québécoises et

celles des autres provinces. «Le gel des droits de scolarité est une erreur, a indiqué Michel Pigeon, recteur de l'Université Laval. S'ils avaient été indexés au coût de la vie, on aurait 100 millions de plus.» Depuis 1994, les droits de scolarité sont fixés à 1700 \$ par an, sans compter les frais afférents.

Le reste (300 millions) doit venir des gouvernements et de la philanthropie. Dernière demande : un fonds d'urgence de 500 millions pour assurer l'entretien des universités, tel qu'indiqué hier dans La Presse.

Les besoins des universités sont grands. La preuve : leurs déficits totaux s'élèvent à 100 millions cette année, «malgré les compressions», a souligné M. Vinet.

Faute de leur offrir des moyens suffisants, le Québec perd des professeurs. La physicienne Karyn Le Hur vient de quitter l'Université de Sherbrooke pour aller s'installer à Yale. À McGill, c'est le déménagement à Toronto de Tom Hudson, ex-directeur du Centre d'innovation Génome-Québec, qui est regretté. Quant à l'Université de Montréal, elle est en train de perdre cinq de ses professeurs vedettes, selon son provost Jacques Frémont.

Il faut tenir compte de la concurrence, qui est mondiale, ont souligné les recteurs. «En Australie et en Finlande, il y a deux fois plus de bacheliers pour la même population que le Québec», a illustré Bruno-Marie Béchard, recteur de l'Université de Sherbrooke. Autre exemple éloquent : la Chine prévoit construire 100 nouvelles universités au cours de la prochaine décennie, selon l'Université de Montréal.

«On veut convier le Québec à une nouvelle révolution tranquille, a poursuivi M. Béchar. Remettre au premier plan l'éducation des nouvelles générations.»

### **Journée de mobilisation**

Quelques rues plus loin, les étudiants montréalais ont répondu à l'invitation de la Fédération canadienne des étudiants (FCEE) qui organisait, hier, une journée de mobilisation dans tout le Canada. Des dizaines de milliers de manifestants, dans près de 35 villes de St. John's à Vancouver, sont descendus dans la rue pour réclamer d'une voix commune un réinvestissement du fédéral dans l'éducation postsecondaire.

Mais à Montréal, la manifestation a pris une tournure plus locale, après la prise de position des recteurs et l'imminence du déclenchement d'une campagne électorale.

«Les recteurs disent qu'ils veulent dégeler les frais de scolarité pour augmenter le financement, mais dans toutes les autres provinces, quand les frais ont augmenté, le

financement gouvernemental a été réduit», a souligné George Soûle, de la FCEE.

D'autres avaient un message à transmettre au premier ministre. «On souhaite que M. Charest s'engage, comme il l'a fait pour son premier mandat, à ne pas dégeler les frais s'il était réélu. On voit d'ailleurs ce matin que le dégel, c'est une menace réelle et on espère que ça deviendra un enjeu électoral important», a affirmé le président de l'association étudiante du collège Édouard-Montpetit, François Jardon-Gomez, qui se trouvait parmi les quelques centaines de manifestants frigorifiés.

«Nous devons aller aux urnes et voter pour des politiciens qui reconnaissent l'importance de l'éducation et qui reconnaissent que c'est important de financer les universités comme il se doit s'ils veulent une société saine», a conclu Matthew McLaughlin, étudiant en traduction à McGill.

---

## **LA PRESSE : Colère chez les uns, joie chez les autres - Le jeudi 08 février 2007**

---

[Tommy Chouinard](#), Québec

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) lancera d'ici peu une ultime offensive pour convaincre les libéraux de renoncer à dégeler les droits de scolarité s'ils sont réélus. Mais le Conseil permanent de la jeunesse se prononce en faveur d'une hausse des droits à la condition que l'État délie lui aussi les cordons de sa bourse.

Le président de la FEUQ, Christian Bélair, condamne la proposition favorable au dégel des droits de scolarité qui sera soumise le 17 février au conseil général spécial du Parti libéral, l'instance qui adoptera la plate-forme électorale. Comme *La Presse* l'a révélé hier, la Commission-Jeunesse travaille présentement à la rédaction de cette proposition. Elle en fait sa priorité en vue de la campagne électorale.

«On va travailler pour que les libéraux reculent. On va pousser davantage tant au niveau de la commission politique, responsable de la rédaction de la plate-forme, que du côté des députés et des ministres. Nos associations vont être actives dans tous les comtés», a expliqué Christian Bélair.

Si les libéraux incluent le dégel dans leur programme électoral, la FEUQ ne lancera toutefois pas un mot d'ordre visant à boycotter le PLQ le jour du scrutin. «Mais on va envoyer un questionnaire à tous les partis qui portera entre autres sur les droits de scolarité. On va diffuser les réponses sur tous les campus. Ce sera aux étudiants de choisir», a affirmé Christian Bélair.

### **Bonifier les prêts et bourses**

Selon leur proposition, les jeunes libéraux souhaitent que le régime de prêts et bourses soit bonifié pour éviter de pénaliser les étudiants les plus démunis. «C'est très vague, et c'est plus une pilule pour essayer de faire passer une mauvaise nouvelle», a répliqué M. Bélair.

Selon lui, des droits de scolarité plus élevés augmenteront l'endettement des étudiants et décourageront plusieurs jeunes d'entreprendre des études postsecondaires.

En commission parlementaire, le 23 janvier, le député libéral de Vimont, Vincent Auclair, a nié cette affirmation. «À ce que je sache, en Ontario et dans le reste du Canada,

le fait que les frais universitaires soient beaucoup plus élevés n'entraîne pas une diminution d'étudiants, et on ne parle pas d'élitisme. Les gens de tous les niveaux ont accès.»

Depuis 1994, les droits de scolarité sont gelés à 1668 \$ par année au Québec. La moyenne canadienne s'élève à plus de 4000 \$

La présidente du Conseil permanent de la jeunesse, Sophie Paquet, se dit favorable à un dégel des droits de scolarité mais seulement si l'État accepte de réinvestir dans les universités. «Si le gouvernement veut augmenter la contribution des étudiants de 15 %, il devra faire son bout de chemin et augmenter sa propre contribution d'autant. Il faut que ce soit proportionnel. C'est une responsabilité collective», a-t-elle expliqué.

Selon elle, ce mécanisme doit être enchâssé dans une loi-cadre sur l'accessibilité aux études. «Il faut qu'une fois pour toutes les jeunes ne soient plus à la merci des politiciens qui font du gel ou du dégel un aspect de leur campagne électorale», a-t-elle affirmé. Le CPJ souhaite également une bonification du régime de prêts et bourses.

### **Les recteurs se réjouissent**

Les recteurs de plusieurs universités se réjouissent que le PLQ envisage un dégel des droits de scolarité. «Il y a des signes que notre message commence à être entendu», a lancé le recteur de l'Université Laval, Michel Pigeon.

Mais le ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, a refusé de donner des détails sur les intentions de son parti. «Ce serait prématuré pour moi de vous parler des engagements de la prochaine campagne.»

De son côté, le chef du Parti québécois, André Boisclair, se dit «inquiet» de la proposition des jeunes libéraux. Il ouvre la porte à la gratuité scolaire, soulignant qu'il est «prêt à avoir cette discussion avec les étudiants».

«Lorsque les libéraux ont dégelé les frais de scolarité la dernière fois, ils les ont triplés, et ils ont profité de l'occasion pour diminuer l'effort du gouvernement dans le financement de l'enseignement supérieur», a-t-il expliqué.

Selon lui, un dégel rapporterait somme toute bien peu d'argent. Par exemple, si les droits étaient indexés, les

universités toucheraient de 6 à 9 millions de dollars supplémentaires. «On est loin de la vraie bataille qu'il faut mener», a-t-il conclu.

---

---

## LA PRESSE : L'UQAM dénonce «l'excès de concurrence» - Le jeudi 08 février 2007

---

---

[Marie Allard](#)

L'UQAM a sorti les crocs, hier, en s'en prenant aux universités de l'extérieur qui s'installent à Montréal. Dénonçant cet «excès de concurrence», l'université a réclamé des balises strictes du gouvernement, «particulièrement lorsque des infrastructures coûteuses sont mises en place».

À l'heure actuelle, les universités «sont poussées à remplacer la qualité au profit du volume pour fins de financement», a dit Danielle Laberge, rectrice par intérim de l'UQAM, à la Commission de l'éducation à Québec. Résultat : un «déploiement anarchique» qui favorise «le dédoublement des cours et des programmes».

«Nous ne sommes pas opposés au développement, mais nous voyons la nécessité de le faire de concert avec les autres universités», a expliqué la rectrice par intérim à *La Presse*.

Comme tous ses collègues recteurs, Mme Laberge a profité de son passage à Québec pour réclamer un meilleur

financement des universités. Fait à souligner, elle ne s'est prononcée ni pour, ni contre le dégel des droits de scolarité. «Un dégel ou un éventuel dégel ne peut être examiné seul», a-t-elle fait valoir. Cela doit être examiné «en lien avec un réinvestissement» et une aide financière bonifiée pour les étudiants issus de familles pauvres.

L'UQAM a également fait le point sur sa situation financière précaire. Son déficit anticipé est de 22 millions pour 2006-2007, mais un plan de redressement est en préparation. Tous ses projets immobiliers sont remis en question, tant celui de l'îlot Voyageur, de l'édifice La Patrie, de la Bibliothèque Saint-Sulpice ou du Manoir de Mascouche. «Nous aurons fini de revoir l'ensemble de notre parc immobilier d'ici quelques mois, a dit Mme Laberge. Nous le faisons dans la perspective de nos développements académiques, puisque nous sommes une université et que ça doit être notre premier souci.»

---

---

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Brève : Les recteurs demandent une aide d'urgence - Jeudi 08 février 2007

---

---

UNIVERSITÉS

### Les recteurs demandent une aide d'urgence

PC | Les recteurs des quatre universités québécoises ayant une faculté de médecine affirment qu'un rehaussement substantiel du financement universitaire est essentiel et urgent.

Ils font valoir que le financement de l'enseignement et de la recherche universitaires est en progression partout ailleurs au Canada et dans le monde pendant qu'au Québec, les universités font des compressions et des déficits et se dirigent vers une marginalisation.

### Baisse d'attrait

Déjà, ils constatent une baisse d'attrait de leurs institutions qui perdent leurs étudiants et professeurs les plus talentueux au profit d'universités mieux nanties.

Les recteurs des universités de Montréal, Sherbrooke, Laval et McGill demandent à Québec de constituer un fonds d'urgence non récurrent de 500 M\$ pour remettre en ordre le parc immobilier, et un financement an-

---

---

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Brève : Dégel des frais de scolarité : Les universitaires s'y opposent - Jeudi 08 février 2007

---

---

DÉGEL DES FRAIS DE SCOLARITÉ

### LES UNIVERSITAIRES S'Y OPPOSENT

PC | La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) demande à Jean Charest de s'engager clairement au sujet des frais de scolarité. Des membres des associations étudiantes des universités de Montréal, McGill et Concordia ont manifesté devant le bureau montréalais du premier ministre, hier après-midi,

pour manifester leur désaccord avec un éventuel dégel des frais de scolarité. Le premier ministre ne s'est toujours pas prononcé en vue de la prochaine campagne électorale. Selon la FEUQ, tous les indices laissent croire que s'ils sont portés au pouvoir à nouveau, les libéraux mettront fin au gel des frais de scolarité.

**FRAIS DE SCOLARITÉ**

# Le PQ isolé

« La dernière fois que les libéraux ont dégelé les frais de scolarité, c'était pour les tripler, et le niveau de financement public par étudiant avait diminué. »

— André Boisclair

**Simon Boivin**  
sboivin@lesoleil.com

Le Parti québécois fait dans « l'opportunisme pur » en s'engageant à maintenir le gel des frais de scolarité, a affirmé hier le chef adéquat Mario Dumont.

« On a dit à l'élection de 2003 que de "repromettre" le gel, c'était une position opportuniste et peu responsable, a commenté M. Dumont. Si les choses se dessinent comme elles se dessinent, M. Boisclair va être isolé. »

Au conseil général spécial du 17 février, les jeunes libéraux proposeront de mettre fin au gel des frais de scolarité, a rapporté *La Presse*, hier. La suggestion risque fort de trouver sa place dans la plateforme électorale du PLQ.

Appelé à commenter, le chef du Parti québécois a réitéré qu'il n'est pas question pour lui d'alourdir la facture des étudiants. Et que l'avenue de la gratuité scolaire n'est pas écartée.

« Le fait est que je suis prêt à avoir cette discussion (sur la gratuité) avec les étudiants, a déclaré M. Boisclair, en point de presse. Ce n'est pas un engagement que je suis prêt à prendre, mais il est clair que le gel des frais est un engage-

ment clair. Et je suis prêt à ouvrir un débat plus large avec les étudiants sur ces questions. »

Les signaux à l'effet que le PLQ penche en faveur d'une hausse des frais de scolarité n'augure rien de bon pour le leader souverainiste. « La dernière fois que les libéraux ont dégelé les frais de scolarité, c'était pour les tripler, dit M. Boisclair. Et le niveau de financement public par étudiant avait diminué. L'augmentation des frais de scolarité avait servi au gouvernement pour diminuer ses efforts dans le financement des études postsecondaires. » Pour lui, la solution au sous-financement du système d'éducation ne se trouve pas dans les poches des étudiants, mais dans les coffres d'Ottawa.

Pour le PQ, le gel des frais de scolarité ne vise qu'à s'attirer le vote étudiant, estime Mario Dumont. « Il n'y a qu'un seul parti qui va se renfermer dans le dogme du gel », affirme le chef de l'ADQ, qui prône une hausse progressive accompagnée d'une bonification des prêts et bourses pour les étudiants moins nantis. « Le PQ a eu sa chance d'être au pouvoir à plusieurs reprises et ce qui nous a frappé de sa performance dans le dossier de l'éducation, c'est le carnage qu'ils y ont fait », accuse M. Dumont.

---

---

**LA TRIBUNE : TRIBUNE LIBRE : Faux discours étudiant, par Jason Ménard, Étudiant en kinésiologie, Université de Sherbrooke**

---

---

Une fois de plus, les fédérations étudiantes mobilisent des jeunes pour lutter contre un éventuel dégel des frais de scolarité.

Opportuniste, le président du comité national des jeunes du Parti québécois va même jusqu'à dire que les jeunes libéraux ont déclaré la guerre aux étudiants en prenant position pour le dégel des frais de scolarité.

Le PQ, qui se veut un grand défenseur de la justice sociale, n'a sûrement pas compris que le gel profite davantage aux riches qu'aux pauvres. Les familles ayant un revenu supérieur à la moyenne pourraient facilement payer plus.

Le sous-financement des universités commence à engendrer des effets pervers. La qualité de l'éducation régresse, le nombre d'étudiants par classe ne cesse

d'augmenter et les établissements scolaires ont de la difficulté à investir dans leurs infrastructures.

Pour sortir de cette fâcheuse situation, les jeunes libéraux ont décidé de se relever les manches. En acceptant un dégel responsable des frais de scolarité tout en bonifiant le régime de prêts et bourses, les jeunes libéraux améliorent les chances des personnes moins fortunées d'atteindre les études supérieures. Les jeunes libéraux sont prêts à faire leur part.

Cette volonté de contribuer davantage à la société québécoise me donne l'espoir de garantir un système d'éducation non seulement accessible, mais de qualité aux générations futures. Les jeunes libéraux ont toute mon admiration pour cette preuve de courage politique



STEVE DUGUAY/MÉTRO

## DÉGELER OU NE PAS DÉGELER...

DES MEMBRES des associations étudiantes des universités de Montréal, McGill et Concordia se sont rendus devant le bureau montréalais du premier ministre Jean Charest, hier après-midi, pour manifester leur désaccord avec un éventuel dégel des droits de scolarité.

Tous ne sont pas d'accord, la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec, tout comme le recteur de l'Université de Montréal, militent plutôt pour le dégel des droits de scolarité.

TEXTE PAGE 3

### MÉTROI : Dégel des droits de scolarité : manifestations et approbations - Jeudi 08 février 2007

## Dégel des droits de scolarité

# Manifestations et approbations

La Fédération étudiante universitaire du Québec demande à Jean Charest de s'engager au sujet des droits de scolarité.

Des membres des associations étudiantes se sont rendus hier devant le bureau montréalais du premier ministre pour s'opposer à un éventuel dégel des droits de scolarité.

Selon la FEUQ, tous les indices laissent croire que s'ils sont portés au pouvoir à nouveau, les libéraux mettront fin au gel des droits de scolarité.

Le Parti libéral aurait en effet dans l'idée de dégeler les droits de scolarité, qui n'ont pas augmenté depuis 1994. Il répondrait ainsi à l'appel de sa Commission jeunesse qui milite pour une telle action.

Le président du comité national des jeunes du Parti québécois Mathieu Jeanneau accuse les jeunes libéraux de déclarer la guerre aux étudiants en demandant la hausse des droits de scolarité pour tous.



DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES ont manifesté hier contre le dégel probable des droits de scolarité au Québec. L'aile jeunesse du Parti libéral du Québec milite pour un dégel.

Pour le président de la FEUQ, Christian Bélair, l'accessibilité aux études universitaires est indispensable pour assurer la compétitivité économique du Québec, surtout avec l'émergence de

nouvelles puissances économiques.

#### Des partisans du dégel

Pendant que partout à travers le pays, dans le cadre de la Journée nationale d'ac-

tion de la Fédération canadienne des étudiants, plusieurs jeunes ont manifesté pour la réduction des droits de scolarité, le recteur de l'Université de Montréal s'est joint à d'autres institu-

tions montréalaises qui demandent le dégel des droits.

Le recteur Luc Vinet a affirmé que l'écart entre les frais imposés au Québec et ceux des autres provinces devait être comblé, pour une facture annuelle supplémentaire de 400 M\$.

#### Des sous en médecine

Puis, encore hier, les recteurs des quatre universités québécoises ayant une faculté de médecine ont affirmé qu'un rehaussement substantiel du financement universitaire est essentiel et urgent.

Les recteurs des universités de Montréal, Sherbrooke, Laval et McGill demandent à Québec de constituer un fonds d'urgence non récurrent de 500 M\$. PC/MÉTRO

#### Droits de scolarités

Au 1<sup>er</sup> cycle, en 2006-2007

• Québec:	1916\$
• Ontario:	5160\$
• Manitoba:	3338\$
• N.-B.:	5328\$
• Canada:	4347\$



Les universitaires montalais ont manifesté hier devant les bureaux de Jean Charest afin de démontrer leur opposition à un dégel des frais de scolarité et appuyer une éducation de qualité. Nos institutions ont besoin de plus de financement et une augmentation des frais de scolarité plus élevés n'est pas la solution, entendait-on dans le rang des manifestants. P3  
- photo: Roberto Basso



■ LES UNIVERSITAIRES RÉCLAMENT UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ



- photos Rogerio Barbosa

Environ 150 universitaires ont bravé un froid sibérien, hier, pour manifester devant le bureau du premier ministre Jean Charest.

# Levée de boucliers contre le dégel des frais de scolarité

Même s'ils étaient peu nombreux devant la porte du bureau montréalais du premier ministre Jean Charest, hier après-midi, les quelque 150 étudiants universitaires ont envoyé un message assez précis au gouvernement du Québec. Avec véhémence, ils s'opposent au dégel des frais de scolarité et réclament une éducation de meilleure qualité.

Les dirigeants de la Fédération étudiante universitaire du Québec sont convaincus qu'un prochain gouvernement libéral pourrait être enclin à mettre un terme au gel des frais de scolarité. «Le gouvernement actuel et le prochain doivent prioritairement réinvestir des sommes considérables dans l'éducation postsecondaire», recommande le président de la FEUQ, Christian Bélair.

Étudiante à l'Université McGill, Jasmine Beauchamp craint surtout que le gouvernement augmente les frais et diminue son financement aux institutions universitaires. «Les étudiants n'ont pas les moyens de payer plus pour recevoir moins», confie-t-elle.

Étudiant à l'Université Concordia, Khaleed Juma va plus loin quand il affirme « que les frais de scolarité dissuadent déjà les jeunes qui proviennent de familles à faible revenu, de s'inscrire au cégep ou à l'université. Nos gouvernements ne doivent pas dégeler les frais de scolarité afin de s'assurer que recevoir une éducation postsecondaire découle surtout du désir d'apprendre, et non de la capacité de payer.

Très impliqué au sein de l'Association étudiante de l'Université McGill, Aaron Donny-Clark a ajouté que les institutions ont besoin de plus de financement et

des frais de scolarité plus élevés ne constituent pas une solution.

## Engagement ferme

Dans un ordre exemplaire devant le bureau de Jean Charest sur McGill College, les manifestants ont demandé au chef du gouvernement du Québec de s'engager à long terme auprès des étudiants tout en respectant leur capacité de payer qui est plutôt faible. «Le gouvernement ne doit pas perdre de vue que l'accessibilité à des études universitaires est indispensable pour assurer la compétitivité économique du Québec. Avec le vieillissement de la population et la concurrence liée à l'émergence de nouvelles puissances économiques, chaque mesure freinant l'accessibilité à des études supérieures aura de graves répercussions», prévient Christian Bélair. (Jean-Claude Grenier)

# Gel de doigts pour un gel de frais de scolarité

BLOGUES **canoe**  
QUÉBEC/MONTREAL

Par Renée Laurin, chroniqueuse au Journal de Montréal.

Aujourd'hui (hier), je sors mon tambour, mes mitaines, pis mes bas de laine et je manifeste. Ben oui, je manifeste avec les étudiants, les profs, bref tous ceux qui protestent contre un éventuel dégel des frais de scolarité dans nos universités. Je vais faire du bruit dans la rue, devant l'université Concordia de Montréal avec tous les fous de Zuruba qui n'hésitent pas à sortir leurs instruments de percussion au grand air pour battre la mesure lorsque qu'une cause leur tient à cœur. Disons que ce sera ma contribution personnelle pour protéger l'avenir de mes enfants, voilà. Même si je ne suis pas encore complètement convaincue (il me manque encore quelques éléments pour me faire une idée juste de la cause), les explications fournies par les manifestants me suffisent pour justifier le gel éventuel de mes dix doigts.



- photo PC

Plusieurs étudiants s'étaient donné rendez-vous sur la colline Parlementaire.

## Commentaire de El Vince :

J'ai terminé mes études universitaires il n'y a pas longtemps, et j'avoue que j'ai apprécié avoir mes études pour un coût infime. En discutant avec des collègues américains et ontariens, je me suis rendu compte que c'est un avantage non négligeable une fois sur le marché du travail. Par contre, je suis contre le gel complet des frais de scolarité. Les universités contournent le gel par des frais afférents (frais d'inscription, de service, etc.) Cela a eu pour effet que s'inscrire à un seul cours coûte presque aussi cher que s'inscrire à 4 ou 5 cours, donc au diable la formation continue.

## Commentaire de India G. :

C'est bien beau s'informer auprès des manifestants, mais êtes-vous allée voir du côté des universités et du gouvernement pour voir à quel point ça nous coûte cher collectivement ce gel ? Moi, je suis pour le dégel et vite, et ce, pour l'avenir

de mes enfants. Hé oui... Je ne veux pas que mes enfants aient une éducation *cheap*, dans une université délabrée, avec des profs écœurés et en manque continu de ressources, dans une bibliothèque remplie de livres passés date et j'en passe. Ce n'est pas en laissant geler ces frais qu'on va pouvoir moderniser notre réseau scolaire. Il me semble que ce n'est pas difficile à comprendre ! Si les autres universités au Canada fonctionnent bien et que les étudiants ne meurent pas de faim, pourquoi ne serions-nous pas capables d'en faire autant ?

## Commentaire de Olivier Gagnon :

En laissant les frais de scolarité si bas, plutôt que d'aider les pauvres, on subventionne les riches, puisque 75 % des élèves qui font des études supérieures proviennent de familles aisées. Donc, les riches payent moins, et les pauvres payent pareil. Moi, je suis à l'Université et je suis pas mal

tanné que plus de la moitié de mes cours soient donnés par des étudiants à la maîtrise à la place d'un vrai professeur parce qu'on n'est pas capable de le payer.

## Commentaire de Jean-Claude Bourbonnais :

Le dégel des frais de scolarité est une réalité incontournable. Je comprends les leaders étudiants de vouloir en faire tout un plat. Plus personne n'y croit. Même les étudiants — et j'en fréquente beaucoup — n'y croient plus. Le gel des frais de scolarité a été une excellente mesure, à l'époque où elle était finançable par l'État. Elle a permis à de nombreux jeunes d'avoir accès à des études supérieures. Dorénavant, il appartiendra au gouvernement de trouver de nouvelles façons de financer nos universités.

ÉCRIVEZ-NOUS À :  
COMMENTAIRES@24-HEURES.CA

## Financement pour les universités

Les recteurs des universités de Montréal, Laval, Sherbrooke et McGill qui ont une faculté de médecine réclament un rehaussement substantiel du financement universitaire. Ils demandent au gouvernement Charest de constituer un fonds d'urgence non récurrent de 500 millions \$ pour remettre en ordre le parc immobilier et un financement additionnel de 400 millions \$ par année. Les dirigeants de ces universités font valoir que le financement de l'enseignement et de la recherche universitaires est en progression au pays et ailleurs dans le monde pendant que dans la Belle province, les institutions doivent faire des compressions et doivent absorber d'importants déficits. (JCG)

---

---

**THE GAZETTE : Opinion : Ending tuition freeze would be a gift to the PQ: Liberals risk mobilizing students to work for opposition parties, by DON MACPHERSON - Thursday, February 08, 2007**

---

---

Decisions are made by those who show up. And Quebec elections are decided by whether Parti Quebecois voters can be bothered going to the polls..

Of the last four elections, the PQ won the two in which it received more than 1.7 million votes provincewide, and lost to the Liberals the two in which it got fewer than 1.4 million. In all four elections, the Liberals received about 1.7 million votes.

So you can see the importance to the PQ of motivating its supporters to vote, and having an organization to identify them and get them to the polls. And enthusiastic support from the PQ's traditional allies in the labour unions could be crucial.

Labour leaders aren't happy with PQ leader Andre Boisclair's intention to take the party to the right, closer to business and not so chummy with the unions. And they're also aware that the PQ needs the unions' enthusiastic support at election time. This gives them leverage to apply to extract concessions from a future PQ government, and they're using it.

Henri Masse, the pragmatic president of the province's most important labour organization, the FTQ, has said publicly on more than one occasion recently that members of his organization have "less enthusiasm" for the PQ under Boisclair than in the past.

Masse has also said the FTQ, which has officially supported the PQ in the past, will wait and see what's in the party's official platform and decide once the election is called what to do.

And yesterday, Arthur Sandborn, a candidate for the new left-wing Quebec solidaire party, said he expects to receive the endorsement next week of the FTQ's Montreal metropolitan council for himself and another QS candidate, Andre Frappier.

It's doubtful that the Montreal council's executive would propose the endorsement against the wishes of the FTQ's provincewide leadership. So the endorsement of the two QS candidates could be a warning to the PQ.

But if Boisclair is having trouble rallying traditional allies in one area, he might be about to get some unwitting help from the Liberals to mobilize new supporters in another.

Premier Jean Charest is toying with the idea of calling an election for as early as March 26. That would head off any

attempt to replace Boisclair as PQ leader and catch Mario Dumont's Action democratique du Quebec party unprepared.

But in late March, many of the "snowbirds," retirees who winter in the south and who tend to be Liberal supporters, haven't migrated back north yet. They can still vote by mail, but the Liberals would have to make a special effort to track them down and get them registered by the deadline 19 days before the election. And they wouldn't be available as campaign volunteers.

Also in late March, CEGEP and university students are still gathered on campus and not yet cramming for year-end exams, making them easier to reach. In such ridings as Louis-Hebert, where Universite Laval's residences are located, the student vote could make the difference.

Students tend to sympathize with the PQ but, unlike the Liberals' elderly supporters, don't bother voting. Boisclair based his successful campaign for the leadership on his appeal to youth. And the Liberals might be about to give students the motivation they need to overcome their usual political apathy.

On Feb. 17, the Liberals will hold a meeting of their expanded general council to adopt their election platform. And one issue they'll have to face is whether to extend the current freeze on university tuition, which the Liberals have promised to maintain only until the end of their current term.

Boisclair has already said he would maintain the freeze. But the universities say they need to be allowed to raise fees to narrow the funding gap between themselves and institutions in other provinces.

And the Liberal youth wing, which will have a third of the voting delegates at the platform meeting, has called for the freeze to be lifted, provided that bursaries for less affluent students are also increased.

Two years ago, students were mobilized to protest by the Charest government's attempt to cut bursaries. Lifting the freeze might have the same effect at election time.

dmacpher@thegazette.canwest.com

- Tuition-hike debate: The heads of four Quebec universities argue for an increase in tuition. Margaret Caryle of the Canadian Federation of Students tells why she thinks that's a bad idea.

---

---

**THE GAZETTE : Cover : Cold day to debate freeze: As students march for lower fees and higher loans, university rectors call for a 'new Quiet Revolution' - Thursday, February 08, 2007**

---

---

PEGGY CURRAN, The Gazette

Quebec's "new Quiet Revolution" got off to a noisy start yesterday.

As university students did the conga through downtown streets demanding lower fees and bigger loans, the heads of Quebec's four research-intensive universities with medical schools were challenging provincial politicians to show "the courage of leadership," by hiking tuition fees and funnelling equalization payments into post-secondary education.

Saying they were sounding the alarm on a crisis that is sapping resources and allowing talent to slip away, McGill University principal Heather Munroe-Blum and rectors Michel Pigeon of Universite Laval, Luc Vinet of the Universite de Montreal and Bruno-Marie Bechard of Universite de Sherbrooke said Ottawa and Quebec, businesses and students must pull more weight to remedy chronic underfunding.

"Quebec is losing ground," Munroe-Blum told a news conference, citing the recent defection of top genomics

researcher Tom Hudson to the University of Toronto as only one example of how universities are losing out to research rivals with deeper pockets. "If nothing is done, the gap will only continue to widen."

The rectors hailed the Liberal government's decision to pump \$120 million into the university network over two years, with an extra \$60 million on a recurring basis. Yet they said that money will barely allow universities to catch up to where they were 20 years ago.

Their wish list includes a quick-fix fund of \$500 million to upgrade aging infrastructure. Longer term, they would like to see operating budgets boosted by as much as \$220 million.

"Our students must have access to the best education possible, and our professors must be able to develop their full potential," Vinet said. "Quebec should be able to enjoy the same advantages for success as other highly advanced societies."

The time is ripe, Bechard said, for "a new Quiet Revolution," one that makes education a priority in an increasingly competitive and global marketplace, echoing the educational and social changes of the 1960s that shepherded Quebec into the modern world.

"We owe it to future generations to take measures to safeguard their standard of living in a world of profound social, cultural and economic change," Bechard said.

The universities called for a reinvestment plan, which would hinge on restoring federal transfer payments for post-secondary education and revamping the equalization formula. They argue that Quebec should take advantage of an expected drop in the federal sales tax to siphon more money into education.

But it was their proposal that students pay more that struck a nerve with the few hundred protesters freezing their backpacks off outside Premier Jean Charest's office on McGill College Ave.

"Our institutions need more funding, and higher tuition fees are not the answer," said Aaron Donny-Clark, president of the Students' Society of McGill University.

Christian Belair, president of the Federation étudiante universitaire du Québec, said what's really needed is a \$4.9-billion increase in transfer payments, including a \$1.2-billion share for Quebec. "This restored federal funding represents far more money than could ever be scraped from the bottom of students' pockets," Belair said.

"With an aging population and increased competition from emerging economies, it would be a huge mistake to increase financial barriers to university studies."

Amanda Aziz, national chairperson of the Canadian Federation of Students, which organized yesterday's cross-country protests, said other provinces should be mimicking

the Quebec model. "The student debt crisis in the rest of Canada is a direct consequence of skyrocketing tuition fees and government underfunding. Quebec is a perfect example that affordable, high-quality universities and colleges are well within our grasp."

"Tuition fees already deter youth from low-income families from attending college and university," said Khaleed Juma, president of the Concordia Student Union.

But Munroe-Blum said Quebec's low tuition has done little to lure underprivileged students. Instead, those who benefit most are students from families that can afford to pay more.

"An underfunded system - where young people from the middle and upper classes pay only \$1,700 a year in tuition fees, while others who are disadvantaged don't have the resources to attend university - is simply not fair.

"We're pleading with the governments of the day to create a university system that's accessible and high quality."

She said fee hikes must be paired with a scholarship scheme to ensure good students aren't turned away because they can't pay.

Pigeon said tuition, frozen at \$1,668 for 13 years, covers 12 to 15 per cent of the cost of a university education in Quebec. The average university student in Canada pays \$4,347.

Ultimately, Vinet said, Quebec universities should have at least the same resources as the average Canadian university. Right now, the first task is to get all the players to agree the tuition freeze has to end.

"Government must be the primary funder of our universities and ensure their quality and accessibility," Munroe-Blum said. "We're saying that others have a part to play. And we are saying that the government of the day must have the courage of leadership that will allow us to have that quality and accessibility."

"We hope that all those who would govern us, or wish to govern us, will listen to our point of view," Pigeon said.

However, Parti Québécois leader Andre Boisclair wasted no time saying a PQ government would uphold the tuition freeze - and might even consider making university free.

"The last time the Liberal government opened the debate, they tripled the fees," Boisclair told the National Assembly.

"The real debate for the future of universities is how can we bring the financing of the universities to the Canadian average," Boisclair said.

"Tuition fees, there is a hot spot there, but still, it's a small, small part of the answer. The problem is much bigger."

- Price of education: How do you think rising tuition fees will affect prospective university students and future graduates? Share your views and read about what the heads of four Quebec universities have to say.

---

---

## **THE GAZETTE: Students rally coast to coast: 30 cities. More than a million in debt, group says - Thursday, February 08, 2007**

---

---

MICHAEL OLIVEIRA, CP

Students in about 30 cities across Canada - including Montreal - braved frigid temperatures and shrugged off the cold shoulder from politicians yesterday to stage a series of protests calling for lower tuition fees.

The coast-to-coast rallies were the culmination of a year-long campaign to bring attention to the effects of high tuition fees and heavy student debt, said co-ordinator Ian Boyko of the Canadian Federation of Students.

Several hundred students packed the snow-covered front lawn of Ontario's legislature in Toronto and were joined by rapper Kardinal Offishall and other speakers in calling for Premier Dalton McGuinty to freeze fees.

In Winnipeg, close to 200 students braved a minus 34 wind chill outside the Manitoba legislature, calling on the province to cut tuition fees which, at \$3,300, are already among the lowest in the country. "Our tuition fees are still out of reach for many Manitobans," said Garry Sran, president of the University of Manitoba Students' Union.

The average tuition for a Canadian university student in 2006-07 was \$4,347, up 3.2 per cent from the previous year and almost triple the average of \$1,464 in 1990-1991.

Quebec students were at the bottom end of the scale, paying an average of \$1,668.

The Canadian Federation of Students estimates the country's more than one million post-secondary students are struggling with debts totalling \$20 billion, with the amount growing by \$1.5 million each day.

Federal Finance Minister Jim Flaherty said yesterday the government would like to increase transfer payments to provinces for post-secondary education, but the provinces must deal with the details. "There's no question that the primary responsibility of setting tuition rates, creating universities and community colleges is that of the provinces."

---

---

## **RADIO-CANADA / NATIONAL : Éducation : Les étudiants du pays se mobilisent - Mise à jour le mercredi 7 février 2007 à 14 h 37**

---

---

### **Plus d'info**

Audio et Vidéo

[Philippe Leblanc fait le point.](#)

[Benjamin Laplatte, vice-président FEUQ, s'oppose au dégel des frais de scolarité](#)

En cette Journée nationale d'action de la Fédération canadienne des étudiants, plusieurs manifestations ont lieu dans tout le pays.



Les étudiants demandent notamment une réduction des frais de scolarité et des frais afférents dans les établissements d'études postsecondaires de tout le pays. Ils réclament aussi un réinvestissement massif dans les établissements d'enseignement postsecondaire du pays.

Au Québec, les étudiantes et étudiants provenant d'un peu partout dans la province se sont réunis vers 13 h 30 à l'Université Concordia, à Montréal. Ils se rendront ensuite manifester devant le bureau du premier ministre Jean Charest pour demander plus d'argent dans l'éducation postsecondaire.

En Ontario, des étudiants des collèges et des universités de toute la province manifestent à Queen's Park. Ils veulent dénoncer les droits de scolarité élevés dans la province et le dégel décrété par le gouvernement provincial l'automne dernier.

En avant-midi mercredi, des manifestations ont aussi eu lieu à l'Université Ottawa. Par la suite sur la colline du Parlement, entre 2500 et 3000 étudiants ont crié haut et fort leurs revendications.

Au Manitoba, les étudiants de la province se sont rejoints à l'Université de Winnipeg pour ensuite se rendre jusqu'au Palais législatif pour demander une réduction des frais de scolarité et un réinvestissement massif en éducation.

En Saskatchewan, les étudiants ont aussi répondu à l'appel de la Fédération canadienne des étudiants et ont tenu des manifestations à l'Université de Regina et à l'Université de la Saskatchewan, à Saskatoon.

En Nouvelle-Écosse, quelque 250 étudiants ont manifesté sur les marches de l'Assemblée législative pour demander que le gouvernement réduise les frais de scolarité.

Des manifestations auront aussi lieu notamment en Colombie-Britannique, en Alberta et au Nouveau-Brunswick.

---

---

## **RADIO-CANADA / POLITIQUE : Droits de scolarité : Appel des jeunes du PLQ pour un dégel - Mise à jour le mercredi 7 février 2007 à 12 h 22**

---

---

### **Plus d'info**

Audio et Vidéo

[Stéphanie Doyon, présidente de la Commission-jeunesse du Parti libéral du Québec](#)

Les jeunes libéraux du Québec peaufinent actuellement une proposition en faveur du dégel des droits de scolarité, proposition qui pourrait fort bien être déposée devant le conseil extraordinaire du parti qui, le 17 février prochain, établira la plateforme électorale libérale.

Selon la présidente de la Commission jeunesse du PLQ, Stéphanie Doyon, il faut, compte tenu du sous-financement flagrant du réseau universitaire, cheminer vers un « dégel responsable » des droits de scolarité.

En fait, Mme Doyon précise que ce dégel doit être réalisé sans pour autant limiter l'accessibilité aux études supérieures aux étudiants les plus pauvres et sans compromettre la qualité de l'enseignement.

Lors de son premier mandat à la tête du Québec, le gouvernement Charest a respecté sa promesse de ne pas toucher au gel des droits de scolarité imposé depuis 1994.

### **Les recteurs en faveur du dégel**

Toutefois, devant les centaines de millions de dollars de déficits accumulés par les universités québécoises et les récriminations des gestionnaires de ces institutions qui crient famine, le gouvernement pourrait fort bien revoir sa position pour un second mandat.

Le recteur de l'Université de Montréal, celui de l'Université Laval, de l'Université McGill et, finalement, celui de l'Université Concordia ont proposé au gouvernement Charest, mercredi, un plan de réinvestissement destiné à rattraper la moyenne de financement des autres universités canadiennes.

Ils proposent donc de constituer rapidement un fonds non récurrent de 500 millions de dollars pour pallier au vieillissement des parcs immobiliers.

Ils estiment aussi que le contexte actuel ne permet plus d'éviter le redressement prochain des droits de scolarité, redressement que les recteurs s'engagent à accompagner d'une bonification des programmes d'aide financière aux étudiants.

### **Faible opposition chez les libéraux**

Selon les jeunes libéraux, aucun haut responsable du PLQ n'a appuyé explicitement un éventuel dégel, mais personne, toutefois, n'a manifesté de l'opposition.

Les étudiants québécois doivent, en moyenne, déboursier des droits de scolarité annuels de 1668 \$, contre plus de 4000 \$ pour les étudiants des autres provinces canadiennes.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui s'oppose au moindre dégel des droits de scolarité, estime quant à elle que les étudiants québécois n'ont tout simplement pas la capacité de payer davantage.

Pour la FEUQ, qui s'entend là-dessus avec les recteurs québécois, l'une des principales solutions pour mettre fin au sous-financement des universités passe par le règlement du déséquilibre fiscal entre Ottawa et les provinces.

Le Parti québécois promet, lui, de maintenir le gel, allant même jusqu'à envisager la gratuité scolaire complète. Cette gratuité, selon une étude récente de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques, coûterait à Québec au plus 550 millions de dollars.